

Test de rendement provincial de l'Alberta

9^e année 2018 rendu public

Études sociales

Sources et questions

Ce document est principalement destiné au(x) :

Élèves	
Enseignants	✓ d'Études sociales 9 ^e année
Administrateurs	✓
Parents	
Grand public	
Autres	

Alberta Education, Government of Alberta

2019–2020

Questions rendues publiques d'Études sociales 9^e année

Diffusion : Ce document est diffusé sur le [site Web d'Alberta Education](#).

Ce document est conforme à la nouvelle orthographe.



Dans le présent bulletin, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

© 2020, la Couronne du chef de l'Alberta représentée par le ministre de l'Éducation, Alberta Education, Provincial Assessment Sector, 44 Capital Boulevard, 10044 108 Street NW, Edmonton, Alberta T5J 5E6, et les détenteurs de licence. Tous droits réservés.

Le détenteur des droits d'auteur autorise **seulement les éducateurs de l'Alberta** à reproduire, à des fins éducatives et non lucratives, les parties de ce document qui **ne contiennent pas** d'extraits.

Les extraits de textes **ne peuvent pas** être reproduits sans l'autorisation écrite de l'éditeur original (voir les références bibliographiques, le cas échéant).

Sources et questions du Test de rendement provincial d'Études sociales de 9^e année de 2018

Les sources et questions qui apparaissent dans le présent document sont tirées de la version française du *Test de rendement provincial d'Études sociales 9^e année* de 2018 qui était en sécurité et sont représentatives des sources et questions que comporte le test. Ces sources et questions sont rendues publiques par Alberta Education. Vous y trouverez entre autres le plan d'ensemble du test, une clé de correction qui comprend également le niveau de difficulté, la catégorie de notation, l'élément du programme qui est évalué et la description de chaque question. Ces éléments, qui s'ajoutent au [programme d'études](#) et au [bulletin d'information](#), fournissent des renseignements qui peuvent être utilisés pour parfaire les pratiques d'enseignement.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec

Harvey Stables, Grade 9 Humanities Examination Manager, à
780-422-2913

Harvey.Stables@gov.ab.ca, ou

Kelly Thomas, Grade 9 Humanities Examiner, à
780-427-6197

Kelly.Thomas@gov.ab.ca, ou

Nicole Lamarre, Director of Provincial Achievement Testing, à
780-427-6204

Nicole.Lamarre@gov.ab.ca, ou à

Provincial Assessment Sector : 780-427-0010

Pour appeler sans frais de l'extérieur d'Edmonton, composez d'abord le 310-0000.

L'adresse du site Internet d'Alberta Education est alberta.ca/fr-CA/education.aspx.

Test de rendement provincial — 9^e année

Études sociales

Livret de sources

Description

Ce test de rendement provincial d'Études sociales 9^e année comprend deux livrets :

- le **livret de sources**, qui contient 13 séries de sources
- le **livret de questions**, qui contient 50 questions à choix multiple

Durée : 80 minutes. Tu as jusqu'à 160 minutes pour terminer le test, mais tu peux prendre 30 minutes supplémentaires au besoin.

Tu peux écrire dans ce livret si tu penses que cela peut t'aider.

Assure-toi de noter toutes tes réponses aux questions à choix multiple sur la feuille de réponses qui accompagne le test.

2018

Directives

- Tu **ne peux pas** utiliser de dictionnaire, de thésaurus ou tout autre ouvrage de référence.
- Assure-toi d'avoir un **livret de sources** et un **livret de questions**.

Ce livret de sources est divisé en deux parties :

La première partie : Problématiques pour les Canadiens : droits et gouvernance comprend huit séries de sources. Le **livret de questions** comprend 30 questions à choix multiple (*qui valent 60 % de la note totale du test*) qui sont basées sur ces séries de sources.

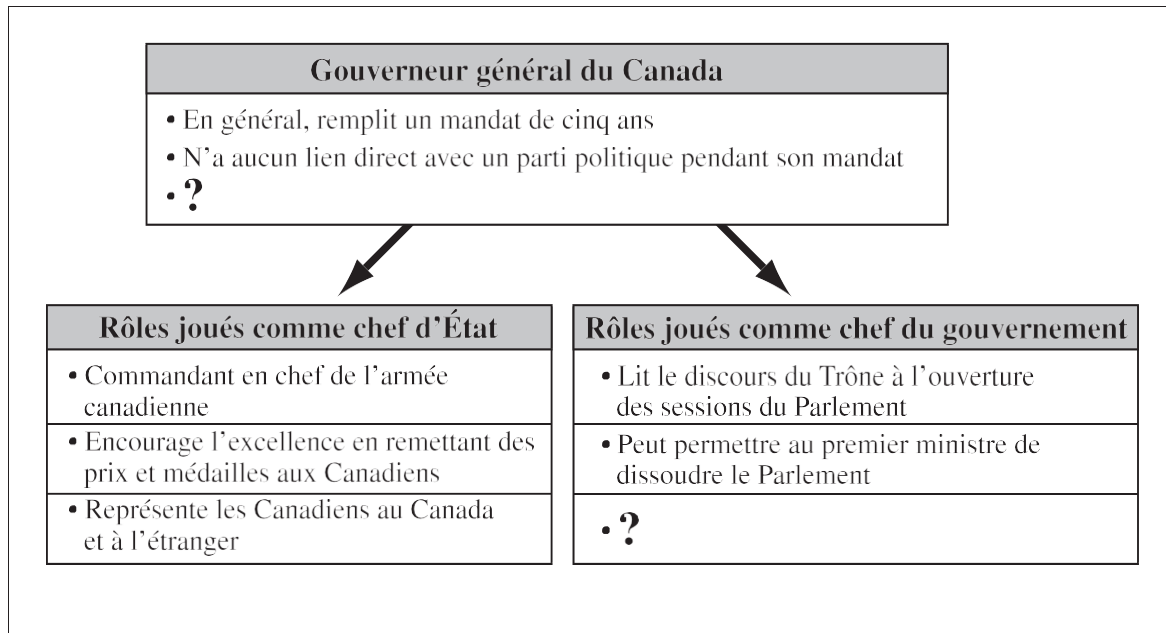
Tu devrais prendre environ 50 minutes pour répondre à ces 30 questions à choix multiple.

La deuxième partie : Problématiques pour les Canadiens : les systèmes économiques du Canada et des États-Unis comprend cinq séries de sources. Le **livret de questions** comprend 20 questions à choix multiple (*qui valent 40 % de la note totale du test*) qui sont basées sur ces séries de sources.

Tu devrais prendre environ 30 minutes pour répondre à ces 20 questions à choix multiple.

I. Les questions 1 à 4 à la page 32 portent sur les sources suivantes.

Source I



Source II

Certaines dépenses du Bureau du gouverneur général Année financière se terminant le 31 mars 2015	
Salaires et avantages sociaux des employés	16 586 714,00 \$
Logement	7 471 970,00 \$
Matériel et fournitures	829 040,00 \$
Services professionnels et autres	1 399 548,00 \$
Voyages	701 033,00 \$
Pensions des anciens gouverneurs généraux	551 361,00 \$
Services de télécommunication	303 792,00 \$
Services d'information	324 344,00 \$
Locations	395 433,00 \$
Autres dépenses	330 263,00 \$
Total des dépenses	28 893 498,00 \$
Total des coûts par Canadien (basé sur une population canadienne estimée à 35 749 600 au 1 ^{er} avril 2015 par Statistique Canada)	0,81 \$

— coûts basés sur les données du
Bureau du secrétaire du gouverneur général

Données fournies par le Bureau du secrétaire du gouverneur général. *États financiers du Bureau du secrétaire du gouverneur général pour l'exercice terminé le 31 mars 2015*. www.gg.ca

Données fournies par Statistique Canada. « Estimations de la population du Canada, premier trimestre de 2015 ». *Le Quotidien*. 17 juin 2015, www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/150617/dq150617c-fra.htm

Source III

The screenshot shows a web browser window with the address bar containing 'arfill' and 'ls:'. The browser tabs include 'tr' and 'SondageWeb'. The main content area displays a poll question: 'Le Canada a-t-il besoin d'avoir un gouverneur general? Quelle est votre opinion?'. Below the question is a section titled 'Vos commentaires:' followed by four user comments, each in a separate box with a signature.

**Le Canada a-t-il besoin d'avoir un gouverneur general?
Quelle est votre opinion?**

Vos commentaires:

11 est certain que de nos jours, le role du gouverneur general est surtout ceremonial. Mais dans le passe, des gouverneurs generaux ont exerce leur pouvoir pour s'opposer au gouvernement ou au premier ministre. Le role politiquement neutre du gouverneur general pourrait encore etre important en cas de crise nationale.
- **BienInforme7**

Quand le gouverneur general voyage au Canada ou à l'etranger, ii represente tous les Canadiens. Je trouve que c'est tres touchant que le gouverneur general aille rencontrer la famille de tous les soldats qui sont morts au combat. Ce n'est pas aux politiciens à faire cela. Les politiciens s'occupent du gouvernement et le gouverneur general s'occupe des gens. - **Politico15**

Si ce poste etait important, le gouverneur general aurait un veritable pouvoir. Qu'est-ce que le gouverneur general fait pour nous? Il remet des medailles de l'Ordre du Canada et rencontre des membres de la royaute et des diplomates. Si le gouverneur general etait elu, ii aurait une vraie fonction et un pouvoir politique.
- **SourcelInfo**

Le role du gouverneur general est uniquement une formalite. Ses voyages partout dans le monde sont un grand gaspillage des impots que les citoyens paient. Get argent devrait servir à offrir des programmes sociaux aux Canadiens. Le Canada n'a pas besoin de gouverneur general!
- **CitoyenActif**


100%

II. Les questions 5 à 8 à la page 33 portent sur les sources suivantes.

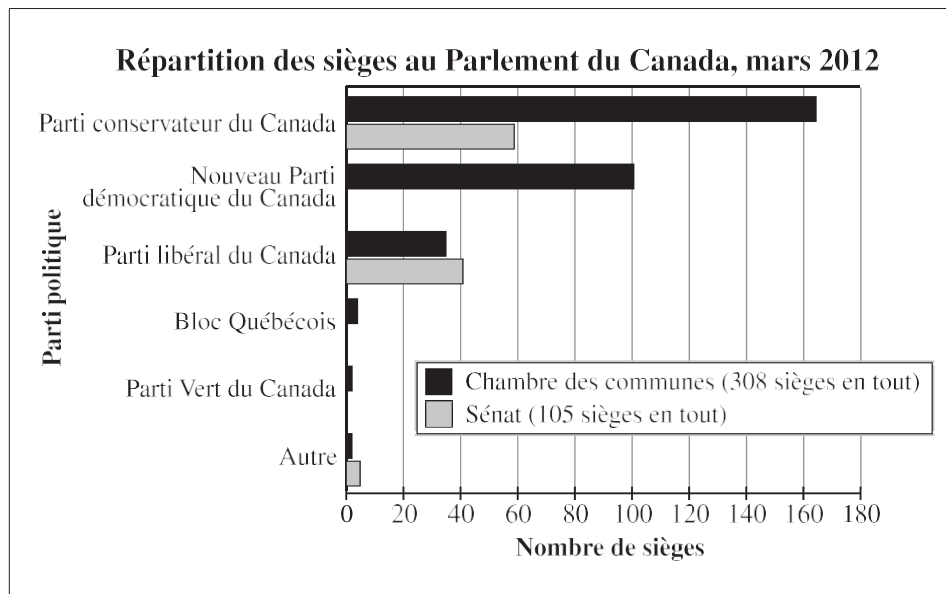
Source I

Deux types de gouvernement démocratique au Canada

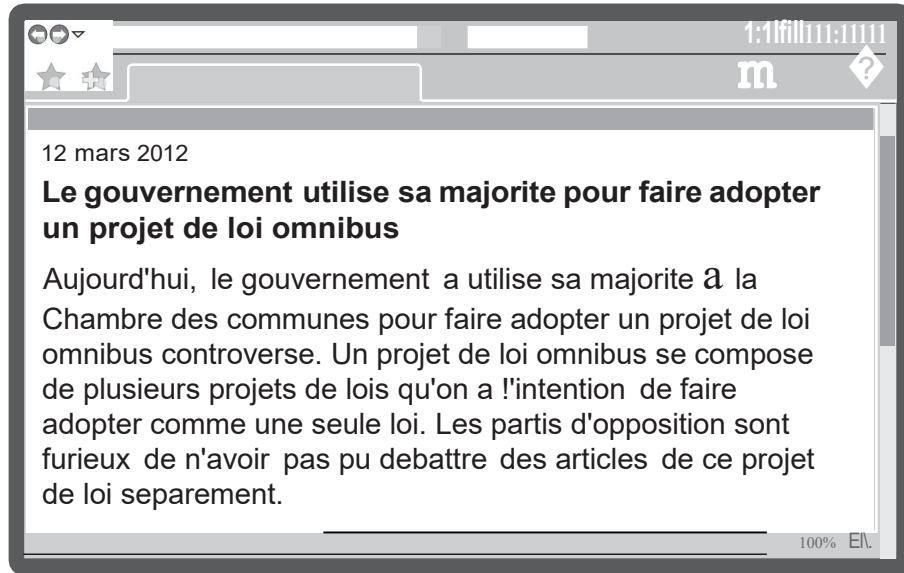
<i>Gouvernement majoritaire</i>	<i>Gouvernement minoritaire</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Le parti politique qui obtient plus de la moitié des sièges à la Chambre des communes forme le gouvernement. 	?
<ul style="list-style-type: none"> • Les projets de loi présentés par le parti politique au pouvoir sont généralement adoptés par la majorité des votes à la Chambre des communes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est possible que les projets de loi présentés par le parti politique au pouvoir nécessitent l'appui des membres d'autres partis politiques pour être adoptés par la Chambre des communes.
<ul style="list-style-type: none"> • Entre les élections, la stabilité politique est plus forte quand le parti politique au pouvoir maintient la confiance des membres de la Chambre de communes 	<ul style="list-style-type: none"> • Entre les élections, il pourrait y avoir une instabilité politique si le parti au pouvoir est battu à la suite d'un vote à la



Source II



Source III



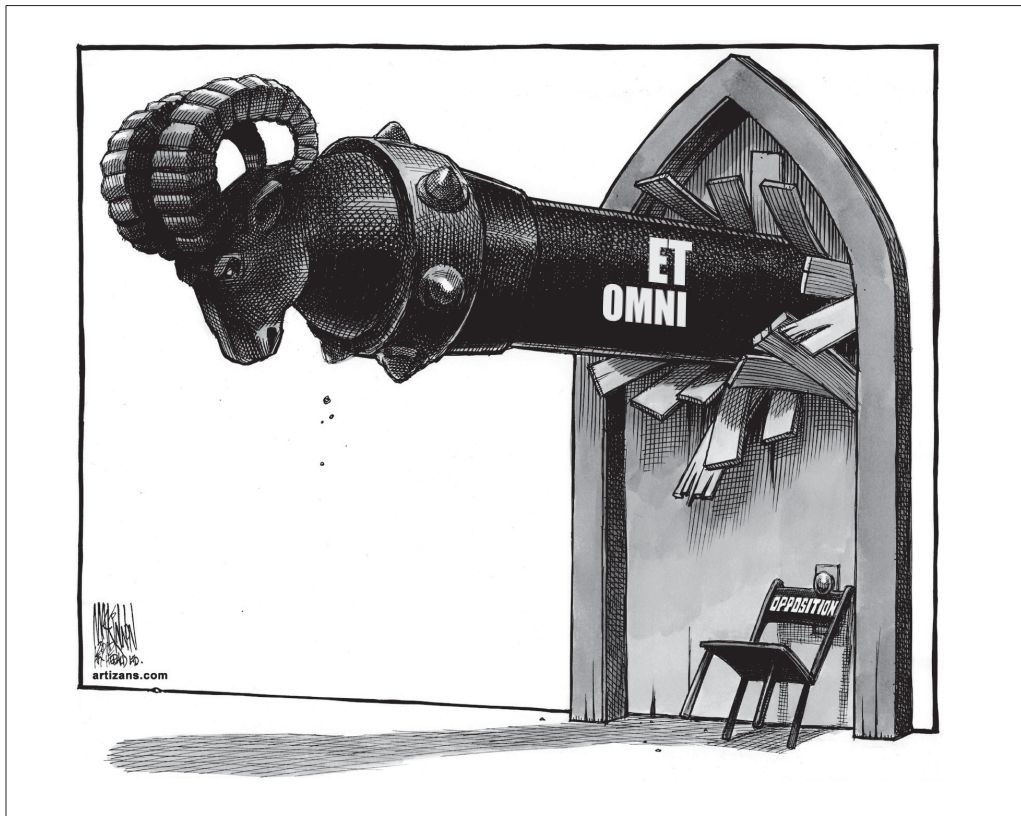
12 mars 2012

Le gouvernement utilise sa majorité pour faire adopter un projet de loi omnibus

Aujourd'hui, le gouvernement a utilisé sa majorité à la Chambre des communes pour faire adopter un projet de loi omnibus controversé. Un projet de loi omnibus se compose de plusieurs projets de lois qu'on a l'intention de faire adopter comme une seule loi. Les partis d'opposition sont furieux de n'avoir pas pu débattre des articles de ce projet de loi séparément.

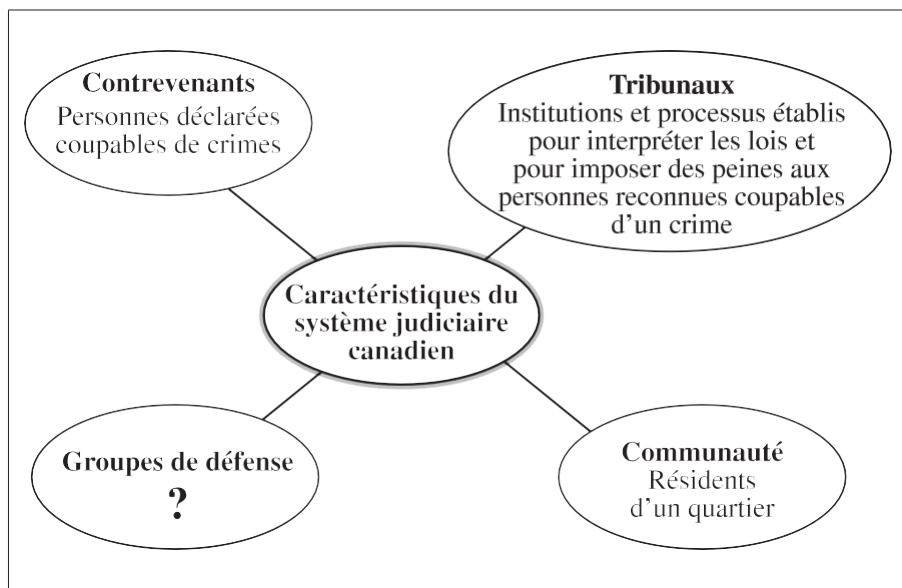
100% EL

Source IV



III. Les questions 9 à 11 à la page 34 portent sur les sources suivantes.

Source I



Source II

MAISONS DE TRANSITION : Questions et réponses

Q : Que sont les maisons de transition ?

R : Les maisons de transition, ou établissements résidentiels communautaires, offrent des programmes en résidence qui aident les criminels venant des établissements correctionnels à se préparer à retourner dans la communauté tout en accomplissant leur peine.

Q : Comment les criminels arrivent-ils dans les maisons de transition ?

R : Les criminels doivent faire une demande de libération conditionnelle au Service correctionnel du Canada. Une recommandation de la Commission des libérations conditionnelles du Canada permet à un criminel de demander à aller dans une maison de transition en particulier. Avant d'accepter un nouveau résident, on vérifie si chaque demandeur convient à la maison de transition en question.

Q : Comment les résidents des maisons de transition passent-ils leur temps ?

R : D'habitude, les résidents suivent des traitements médicaux ou pour des problèmes de santé mentale. Ils participent aussi à des programmes de préparation à la vie en société. De nombreux résidents ont aussi un emploi ou font des études.

Q : Qui paie pour les maisons de transition ?

R : Le Service correctionnel du Canada finance les maisons de transition grâce à de l'argent public. D'autres fonds proviennent de subventions et de dons de bienfaisance.




Source III

Com *ley Poi*

Plusieurs residents de Valley Point et des communautes avoisinantes s'inquietent de la proposition d'installer une maison de transition dans notre quartier. Nous sommes preoccupes, entre autres, par :

- La proximite entre la maison de transition et les ecoles ou les pares
- La criminalite dans la communaute
- La valeur des maisons dans le quartier

Venez au centre communautaire de Valley Point, le 20 mai a 19 h 30, pour rencontrer les representants du projet de maison de transition.

An illustration of a neighborhood with several houses. The houses are white with grey roofs and are arranged in a cluster. Some houses have small porches or steps leading to the front door. The houses are shown from a slightly elevated perspective, giving them a three-dimensional appearance.

IV. Les questions 12 à 15 à la page 35 portent sur les sources suivantes.

Source I

Mercredi 16 février 2011

Retraite obligatoire des pilotes : pas si vite, dit la cour

Don Butler
Ottawa Citizen
Postmedia News

On examine à nouveau le droit d’Air Canada de forcer les pilotes plus âgés à prendre leur retraite. En effet, d’après une juge de la Cour fédérale, le Tribunal canadien des droits de la personne a ignoré un important élément de preuve dans son jugement de 2009 sur la politique d’Air Canada au sujet de la retraite obligatoire.

Dans un jugement affiché sur le site Web de la Cour fédérale cette semaine, la juge Anne Mactavish a demandé au tribunal [...] de réexaminer si l’âge constitue véritablement une exigence professionnelle pour les pilotes d’Air Canada. En 2009, le tribunal avait donné raison à Robert Kelly et George Vilven, deux pilotes d’Air Canada qui s’opposaient à la retraite obligatoire à 60 ans.

Le tribunal avait jugé que la convention collective entre la compagnie aérienne et l’Association des pilotes d’Air Canada ne respectait pas la Charte canadienne des droits et libertés. Dans un deuxième jugement rendu l’automne dernier, le tribunal avait réintégré Kelly et Vilven et ordonné à Air Canada de compenser leurs pertes de revenu. [...]

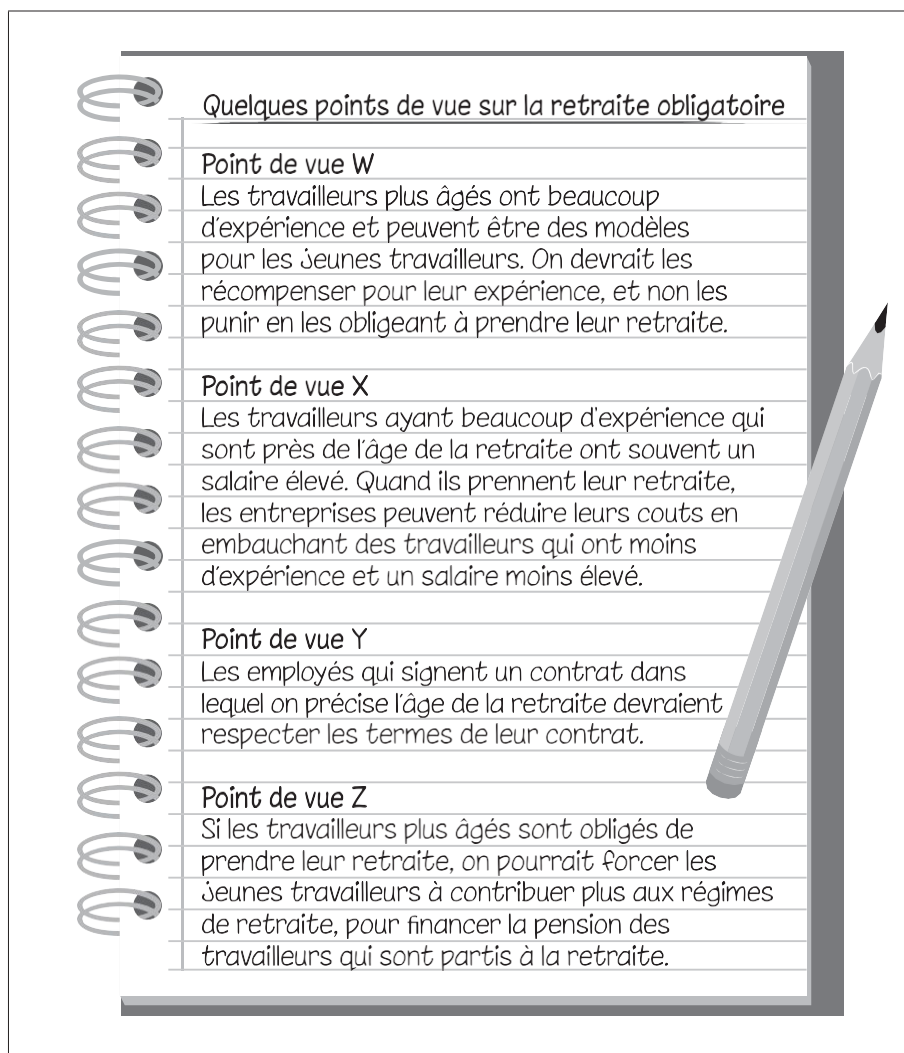
Dans son jugement de 128 pages, la juge Mactavish a confirmé la décision du tribunal basée sur la Charte. Mais elle a aussi conclu que le tribunal avait fait une erreur en disant qu’Air Canada n’avait pas démontré que l’âge est une exigence professionnelle justifiée pour ses pilotes, ce qui pourrait rendre légitime la violation de leurs droits garantis par la Charte.

La juge a mis de côté cette partie du jugement. Elle a demandé au tribunal de réexaminer toutes les preuves afin de déterminer à nouveau si Air Canada a bien démontré que l’âge est une exigence professionnelle justifiée pour ses pilotes. Si la réponse est oui, cela pourrait valider la politique d’Air Canada sur la retraite obligatoire.

— traduit du *Edmonton Journal*

Butler, Don. « Pilots’ Mandatory Retirement up in the Air After Ruling ». *Edmonton Journal*. 16 février 2011, sec. A, p. 5. Source reproduite avec la permission expresse du **Ottawa Citizen**, une division du réseau Postmédia Inc.

Source II



Quelques points de vue sur la retraite obligatoire

Point de vue W
Les travailleurs plus âgés ont beaucoup d'expérience et peuvent être des modèles pour les jeunes travailleurs. On devrait les récompenser pour leur expérience, et non les punir en les obligeant à prendre leur retraite.

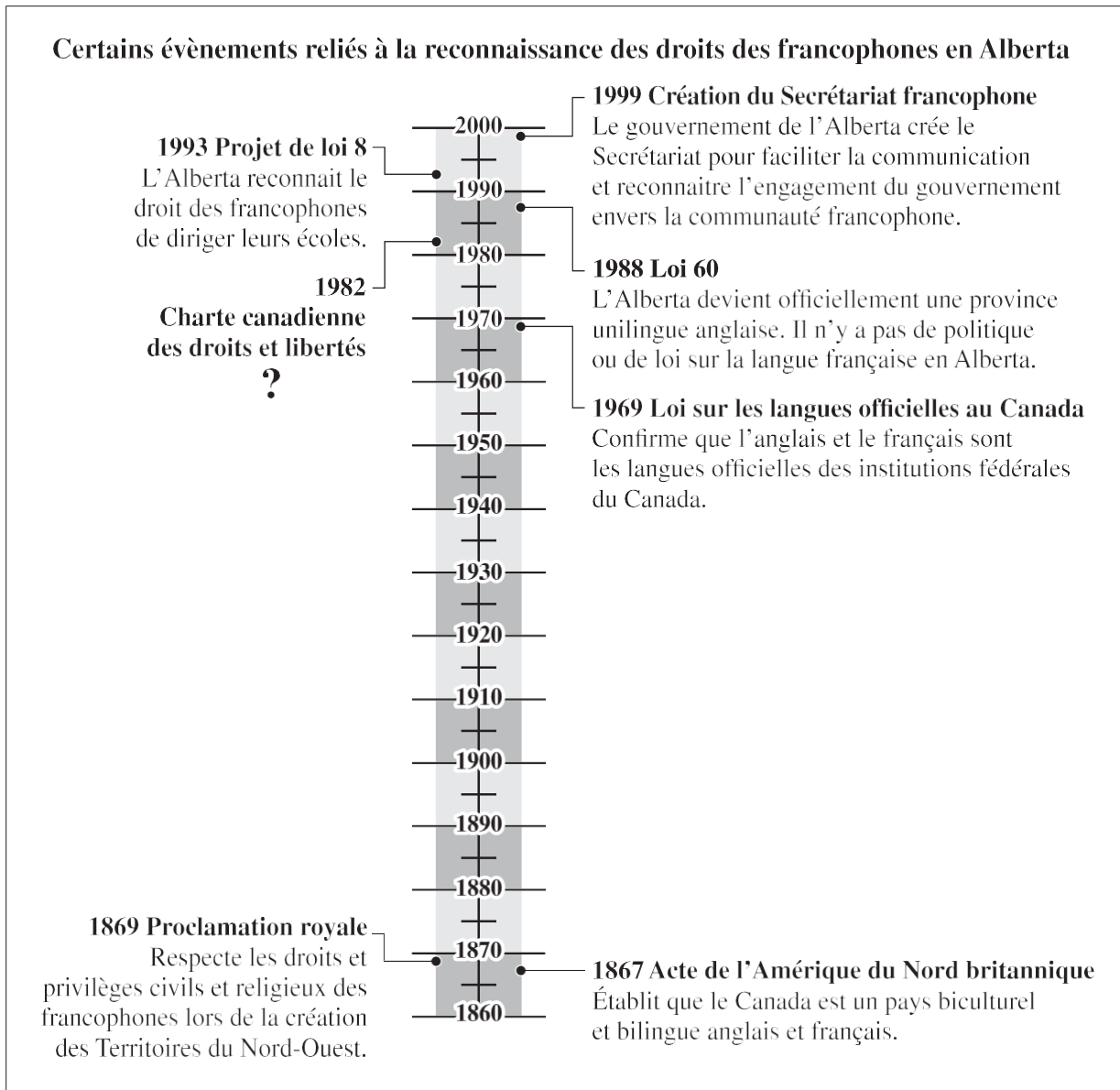
Point de vue X
Les travailleurs ayant beaucoup d'expérience qui sont près de l'âge de la retraite ont souvent un salaire élevé. Quand ils prennent leur retraite, les entreprises peuvent réduire leurs coûts en embauchant des travailleurs qui ont moins d'expérience et un salaire moins élevé.

Point de vue Y
Les employés qui signent un contrat dans lequel on précise l'âge de la retraite devraient respecter les termes de leur contrat.

Point de vue Z
Si les travailleurs plus âgés sont obligés de prendre leur retraite, on pourrait forcer les jeunes travailleurs à contribuer plus aux régimes de retraite, pour financer la pension des travailleurs qui sont partis à la retraite.

V. Les questions 16 à 18 à la page 36 portent sur les sources suivantes.

Source I



Source II



Interlocuteur W

Je fais partie d'une minorité linguistique en Alberta, mais je peux quand même garder mon identité francophone. Nous parlons français à la maison et mes enfants vont à l'école francophone. J'apprécie beaucoup les efforts que le gouvernement fait pour offrir des services en français et pour me permettre de préserver ma langue et mon identité culturelle.

Interlocutrice X

C'est vrai qu'il y a deux langues officielles au Canada, mais l'Alberta est officiellement une province unilingue anglaise. En tant qu'anglophone, cela me dérange qu'on dépense de l'argent pour appuyer une petite portion de la population de l'Alberta, surtout que la plupart des francophones peuvent parler anglais de toute façon.



Interlocutrice Y

Ma langue maternelle est l'anglais, mais j'apprends le français. Cette année, ma ville a reçu du financement pour créer une fête du patrimoine francophone. J'ai appris beaucoup au sujet des cultures francophones et j'ai pratiqué mon français avec plusieurs personnes. Je pense que c'est vraiment bien que le gouvernement appuie ces événements.

Interlocuteur Z

C'est presque impossible de garder mon identité francophone en Alberta. Nous vivons à la campagne et il n'y a pas d'école francophone; mes enfants ont de plus en plus de difficulté à s'exprimer en français. Mes enfants font du sport en anglais, ils regardent des films en anglais et j'ai peur qu'avant longtemps, ils ne parlent plus français du tout.



VI. Les questions 19 à 22 à la page 37 portent sur les sources suivantes.

Source I

Quelques caractéristiques de la *Loi sur les Indiens* (1876)

- Affirmation des droits collectifs
- Établissement des réserves et nomination des agents des Affaires indiennes responsables de chaque réserve
- Définition du statut d'« Indien inscrit »
- Créée avec l'intention ethnocentrique d'administrer les droits accordés aux Premières Nations par les traités
- ?

Quelques caractéristiques du *Traité 6* (1876-1899)

- Établissement de réserves
- Préservation des droits de chasse et de pêche
- Offre d'aide agricole
- Versement annuel de paiements
- Promesse de trousse de soins médicaux

Source II

Quelques soins de santé financés par le secteur public et offerts au Canada

Soins offerts par le régime d'assurance maladie de l'Alberta

Services couverts :

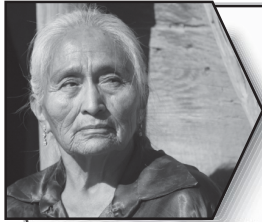
- Examens médicaux
- Opérations (chirurgicales) médicalement nécessaires
- Séjours ordinaires à l'hôpital
- Service de soins infirmiers nécessaires
- Interventions nécessaires au maintien de la santé, à la prévention des maladies et au diagnostic ou au traitement de maladies
- Soins limités pour les pieds, la vision et les dents

Soins offerts aux Indiens inscrits au Canada

Services couverts :

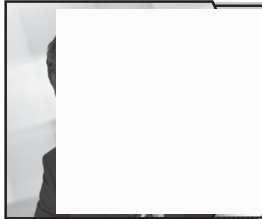
- Soins dentaires pour diagnostiquer et prévenir les complications, et pour rétablir la santé dentaire
- Médicaments prescrits par ordonnance et certains médicaments sans ordonnance
- Soins des yeux et de la vision comme examen des yeux et lunettes prescrites
- Fournitures médicales et équipement tel qu'aides auditives et fauteuils roulants
- Transport entre les communautés et les centres de traitement médical

Source III



Interlocutrice W

Les traites sont des ententes sacrées entre les nations. Dans le Traité 6, on nous a promis une trousse de soins médicaux - ce qui signifie, à mon avis, des médecins, des médicaments et des hôpitaux - dans nos réserves. Cette promesse n'a pas été tenue.



Interlocuteur X

La trousse de soins mentionnée dans le Traité 6 signifie que les Premières Nations reçoivent des services de soins de santé qui ne sont pas offerts aux autres Canadiens. Les dispositions du traité disent clairement que les membres des Premières Nations devraient bénéficier de ces services.



Interlocutrice Y

Le niveau de santé des membres des Premières Nations est très inférieur à celui des autres Canadiens en ce qui concerne l'espérance de vie et la mortalité infantile. Les gouvernements et les professionnels de la santé doivent collaborer avec les Premières Nations pour que leurs membres aient un meilleur accès aux soins préventifs.

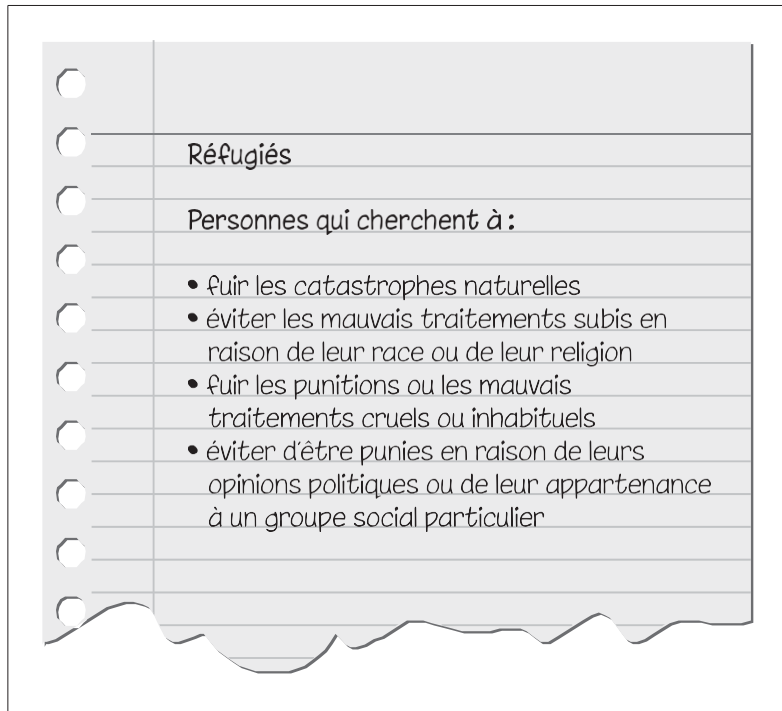


Interlocuteur Z

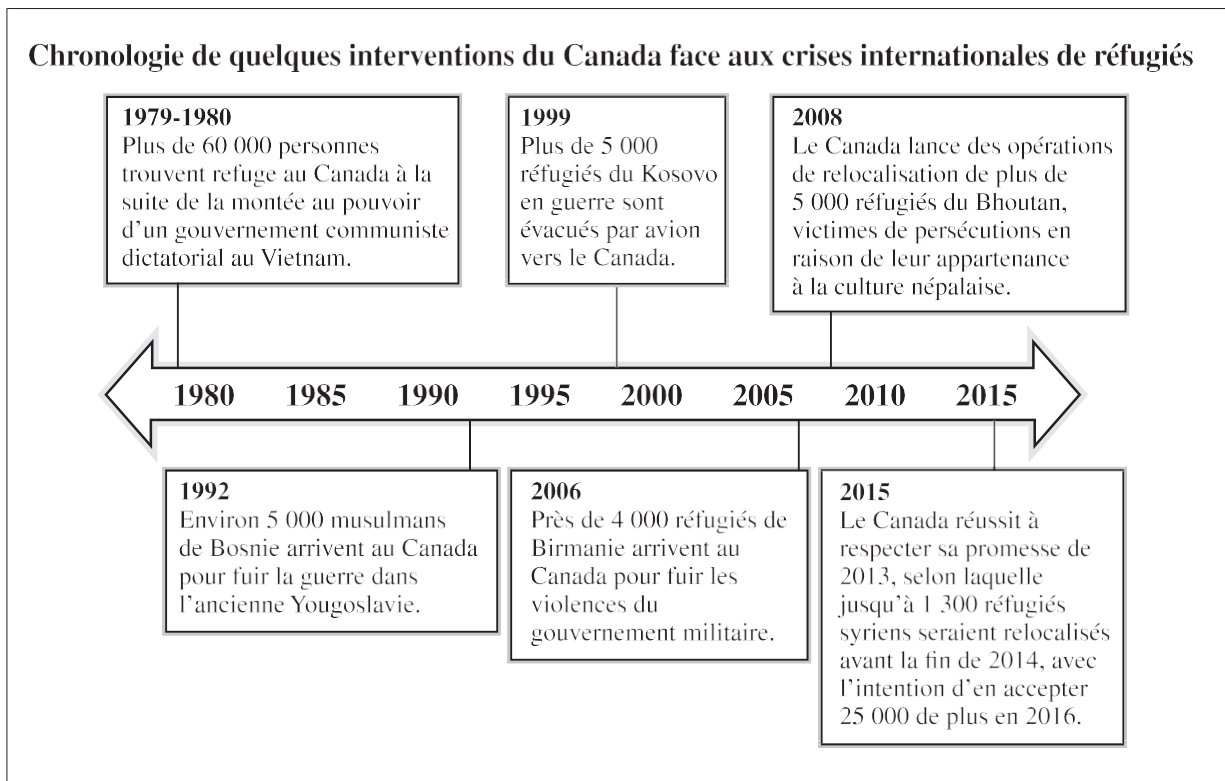
En tant qu'Indien inscrit, je suis satisfait des soins de santé que je reçois. Quand je me suis cassé le bras l'année dernière, c'est un médecin qui m'a soigné. Je suis allé récemment en ville pour subir une opération aux yeux. Je crois que je reçois les services de soins de santé dont j'ai besoin.

VII. Les questions 23 à 26 à la page 38 portent sur les sources suivantes.

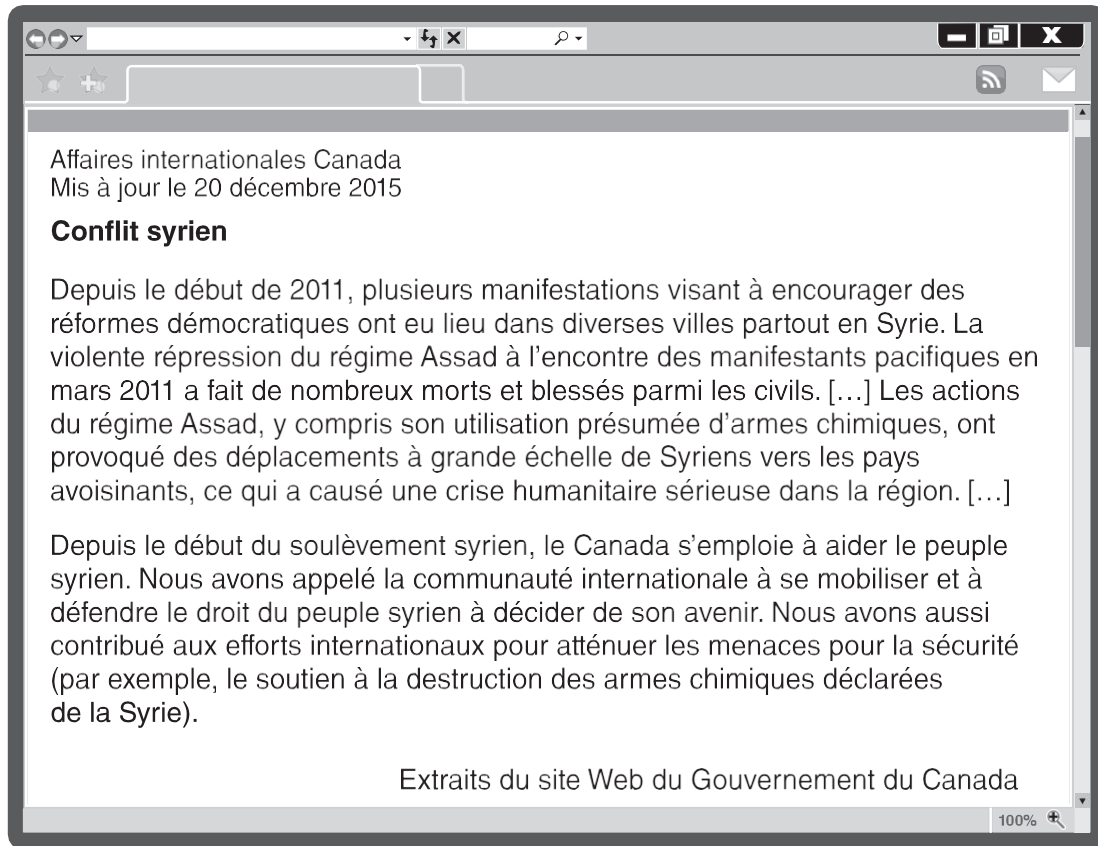
Source I



Source II



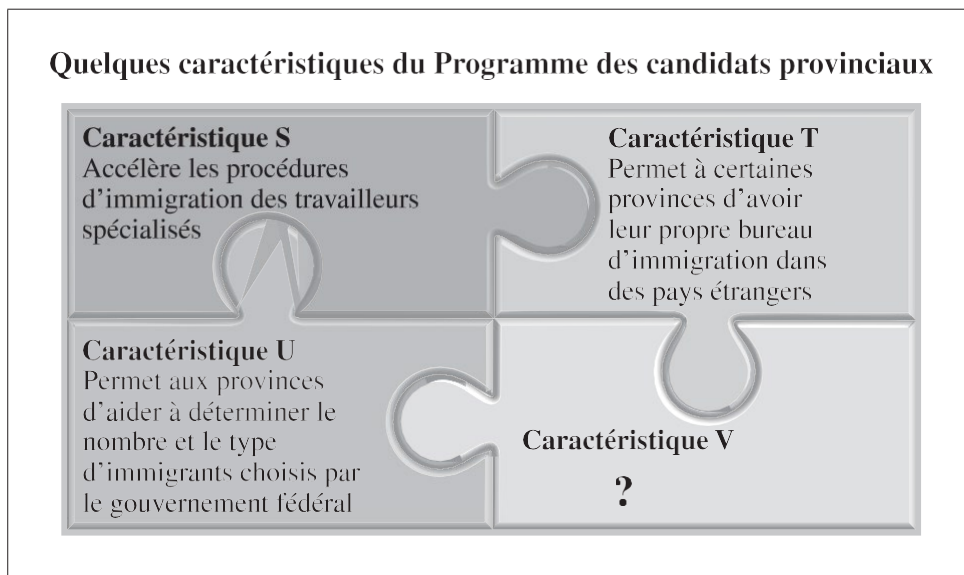
Source III



Global Affairs Canada. « Conflict in Syria. » Gouvernement du Canada. Consulté le 11 janvier 2016.
www.international.gc.ca/international/syria-syrie.aspx?lang=fra

VIII. Les questions 27 à 30 à la page 39 portent sur les sources suivantes.

Source I



Source II

Document d'information — Accord Canada-Colombie-Britannique sur l'immigration, 2010

L'immigration est essentielle à la relance et à la croissance économiques de la province. La majorité de la croissance nette de la population de la Colombie-Britannique lui sera attribuable au cours des deux prochaines décennies. On estime que d'ici 2020, environ 950 000 postes devront être pourvus dans la province et on s'attend à ce que le tiers de ces postes le soit par des immigrants.

Plus précisément, le nouvel Accord signifie ce qui suit :

- que la Colombie-Britannique continuera d'influencer l'immigration permanente et temporaire dans la province, et ce, à l'appui de ses priorités sur le plan du développement social, démographique et économique et du marché du travail, notamment en ce qui a trait à la pénurie de travailleurs qualifiés;
- que le Canada et la Colombie-Britannique amélioreront leur coopération dans le cadre d'initiatives de promotion de l'immigration à l'étranger, notamment dans le cadre d'initiatives visant à attirer dans la province des travailleurs qualifiés, des entrepreneurs et des étudiants étrangers. Les deux gouvernements travailleront également de concert à fournir de l'information aux nouveaux immigrants avant leur arrivée;
- que la réussite de l'établissement et de l'intégration des immigrants et des réfugiés en Colombie-Britannique continuera d'être soutenue par des programmes grâce au versement continu d'une somme par le gouvernement fédéral. Les services d'aide à l'établissement et à l'intégration destinés aux nouveaux arrivants seront également améliorés;
- que les deux gouvernements s'engagent à continuer de travailler ensemble ainsi qu'avec les collectivités de langue officielle minoritaire à la mise en place d'activités visant à soutenir l'immigration francophone et l'intégration de ces immigrants en Colombie-Britannique.

— tiré de Gouvernement du Canada

Gouvernement du Canada. *Document d'information – Accord Canada-Colombie-Britannique sur l'immigration*. 9 avril 2010. www.cic.gc.ca/francais/ministere/media/documents-info/2010/2010-04-09a.asp

Source III

www.discussionenligne.com

amlllEIII

Blogue communautaire :

Certaines personnes appuient l'Accord entre le Canada et la Colombie-Britannique en matiere d'immigration tandis que d'autres s'y opposent. Qu'en pensez-vous?

Commentaire affiche par : **Citoyen W**

Je pense que li\ccord entre le Canada et la Colombie-Britannique en matiere d'immigration est problematique. Quand les gens sont admis au Canada, ils sont censés vivre et habiter dans une region specifique, mais tout le monde ne respecte pas cette exigence. Certaines personnes utilisent l'accord pour eviter les procedures normales d'immigration et ce n'est pas juste!

« citer » modifier

Commentaire affiche par : **Citoyen X**

En tant que dirigeant d'entreprise, je pense que l'Accord entre le Canada et la Colombie-Britannique en matiere d'immigration offre une solution au manque de travailleurs specialises. t.:accord me permet de soumettre une demande d'immigration pour des employes potentiels et me permet de remplir plus rapidement les postes vacants.

« citer » modifier

Commentaire affiche par : **Citoyen Y**

Je suis arrive au Canada ii ya peu de temps et j'ai de la difficulte a me trouver un emploi. J'essaie de faire reconnaitre mon education et ma formation professionnelle. l.: Accord entre le Canada et la Colombie-Britannique devrait assurer un emploi adequat aux immigrants.

« citer » modifier

Commentaire affiche par : **Citoyen Z**

J'appuie les efforts de la Colombie-Britannique pour augmenter le nombre d'immigrants dans la province. J'ai acces a des programmes qui m'aident a m'adapter a mon nouveau pays. l.: Accord entre le Canada et la Colombie-Britannique en matiere d'immigration va aider d'autres immigrants qui veulent venir vivre au Canada.

« citer » modifier

100%

IX. Les questions 31 à 34 à la page 41 portent sur les sources suivantes.

Source I

Le continuum de l'économie		
← Gauche	Centre	Droite →
Économie planifiée	Économie mixte	Économie de marché
La propriété par l'État des moyens de production favorise l'égalité économique entre les citoyens.	?	Les entreprises appartiennent à des personnes qui recherchent la concurrence et le profit.
Le gouvernement détermine comment utiliser les ressources qui existent en quantité limitée.	Les entreprises privées et publiques répondent à la pénurie pour satisfaire les besoins et les désirs des gens.	?
La planification centrale décide quels produits et quels services seront offerts aux consommateurs.	Le gouvernement, les producteurs et les consommateurs déterminent ce qui sera produit.	L'offre et la demande déterminent la productivité économique.

Source II

Le Crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire (CIRD) : Foire aux questions

En quoi consistait le CIRD?
 Le CIRD était un programme d'un an créé par le gouvernement fédéral en janvier 2009. Il devait permettre aux propriétaires canadiens de réduire leur impôt sur le revenu en présentant des reçus pour les rénovations qu'ils avaient faites.

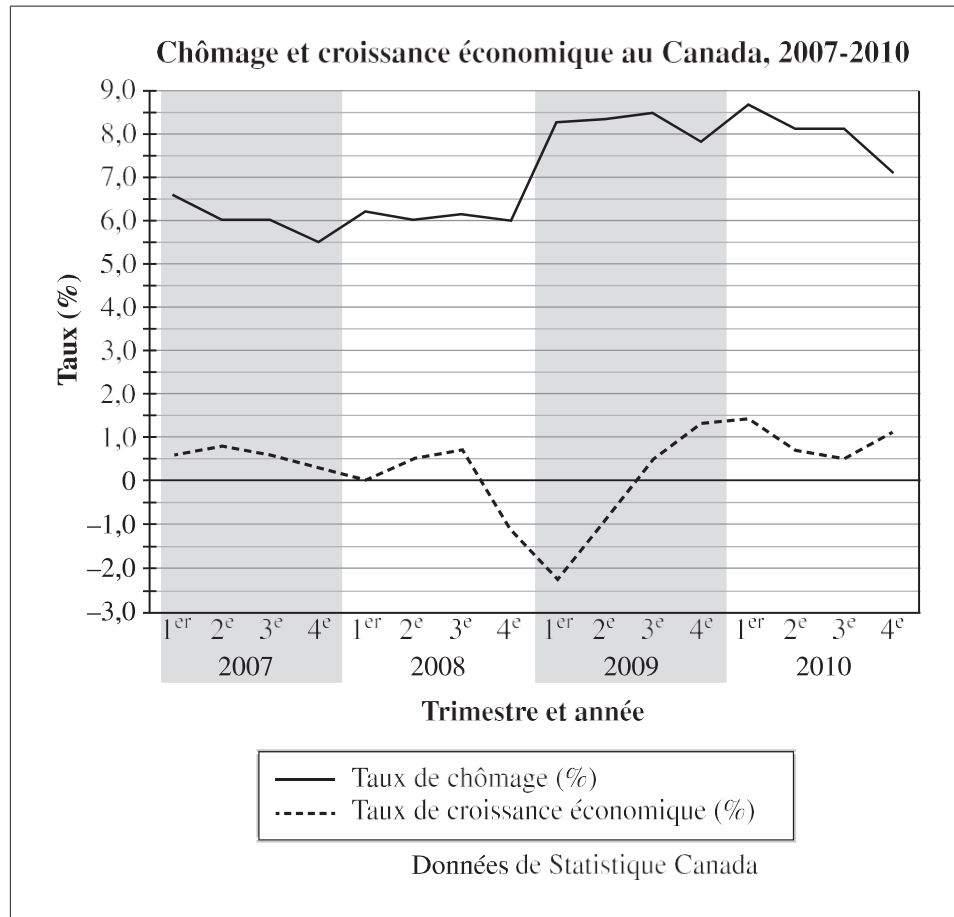
Pourquoi le gouvernement a-t-il créé ce programme?
 Le gouvernement espérait que le CIRD encouragerait la consommation et stimulerait l'économie durant une récession économique.

Comment le CIRD a-t-il affecté la qualité de vie générale de tous les Canadiens?
 Des milliards de dollars ont été injectés dans l'économie pour payer les matériaux de construction et la main-d'œuvre. D'après les estimations, un tiers des propriétaires canadiens ont réduit leur impôt sur le revenu de plus de 700 \$.

Qui le gouvernement ciblait-il?
 En créant une mesure qui incitait les propriétaires à dépenser de l'argent pour faire des rénovations, le gouvernement a stimulé l'économie. Les revenus des fournisseurs de matériaux de construction et des entrepreneurs de construction ont augmenté.



Source III



Données fournies par Statistique Canada. *Tableau 282-0054 Enquête sur la population active (EPA), estimations selon les provinces et les régions économiques basées sur les limites du recensement de 2006, moyennes mobiles de 3 mois, non désaisonnalisées.* CANSIM (base de données).

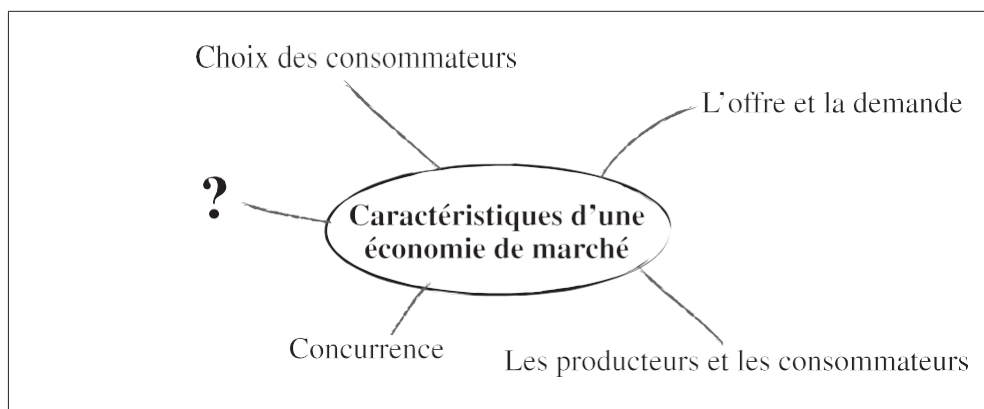
www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&retrLang=fra&id=2820054&pattern=&stByVal=1&p1=1&p2=1&tabMode=dataTable&csid= (consulté le 22 novembre 2013)

Données fournies par Statistique Canada. *Tableau 380-0065 Revenu national brut et revenu intérieur brut, trimestriel (pourcentage sauf indication contraire).* CANSIM (base de données). Dernière modification le 29 août 2013.

www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=fra&retrLang=fra&id=3800065&pattern=&stByVal=1&p1=1&p2=1&tabMode=dataTable&csid= (consulté le 11 décembre 2013)

X. Les questions 35 à 38 à la page 42 portent sur les sources suivantes.

Source I



Source II



Source III

Principales caractéristiques de la *Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation* de 2011

- Interdit la fabrication, l'importation, le marketing ou la vente de tout produit de consommation qui présente un danger excessif pour la santé ou la sécurité des individus
- Nécessite que les industries déclarent tout incident sérieux ou toute mort reliée à l'utilisation de leurs produits
- Nécessite que les fabricants et les importateurs fournissent les résultats de tests effectués sur leurs produits quand on le leur demande
- Permet à Santé Canada de rappeler ou de retirer des produits dangereux du marché
- Impose des amendes financières quand on ne respecte pas cette loi

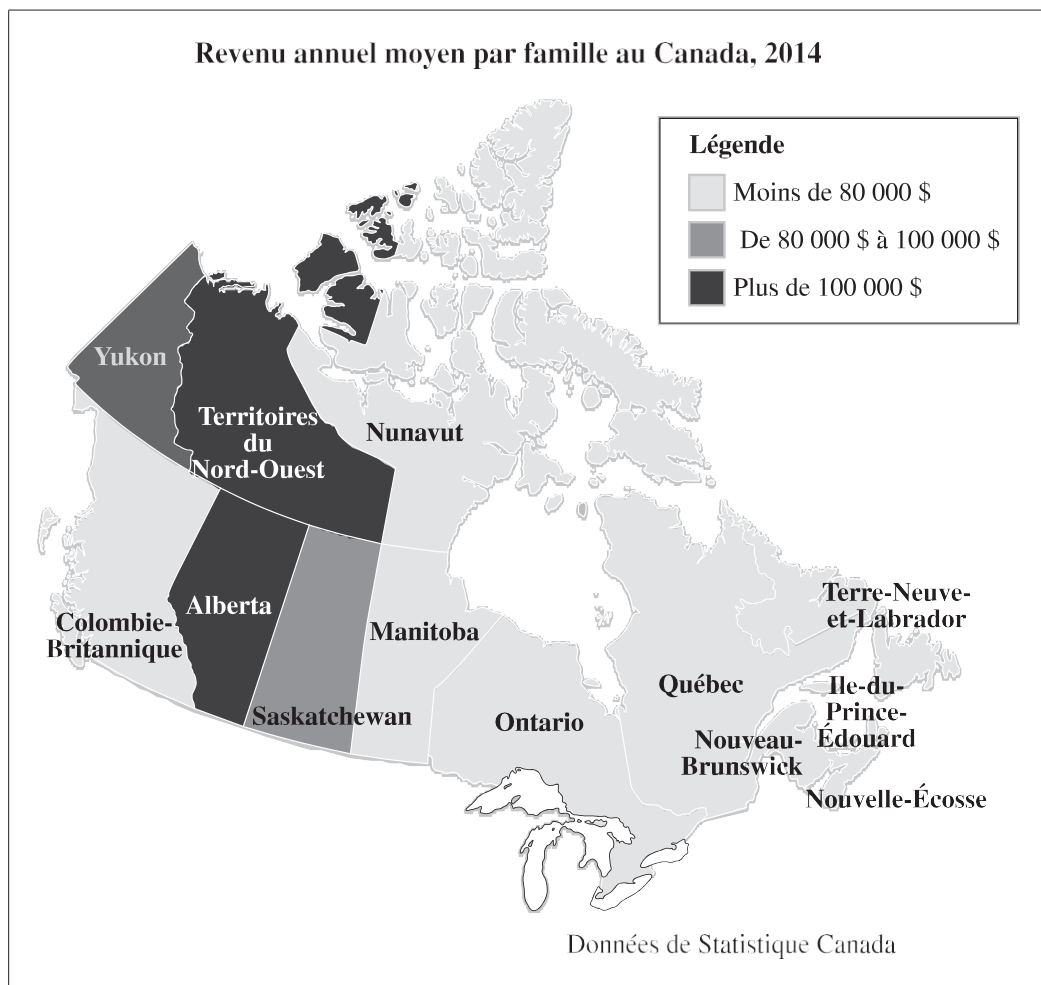
XI. Les questions 39 à 42 à la page 43 portent sur les sources suivantes.

Source I

Certains indicateurs de la qualité de vie

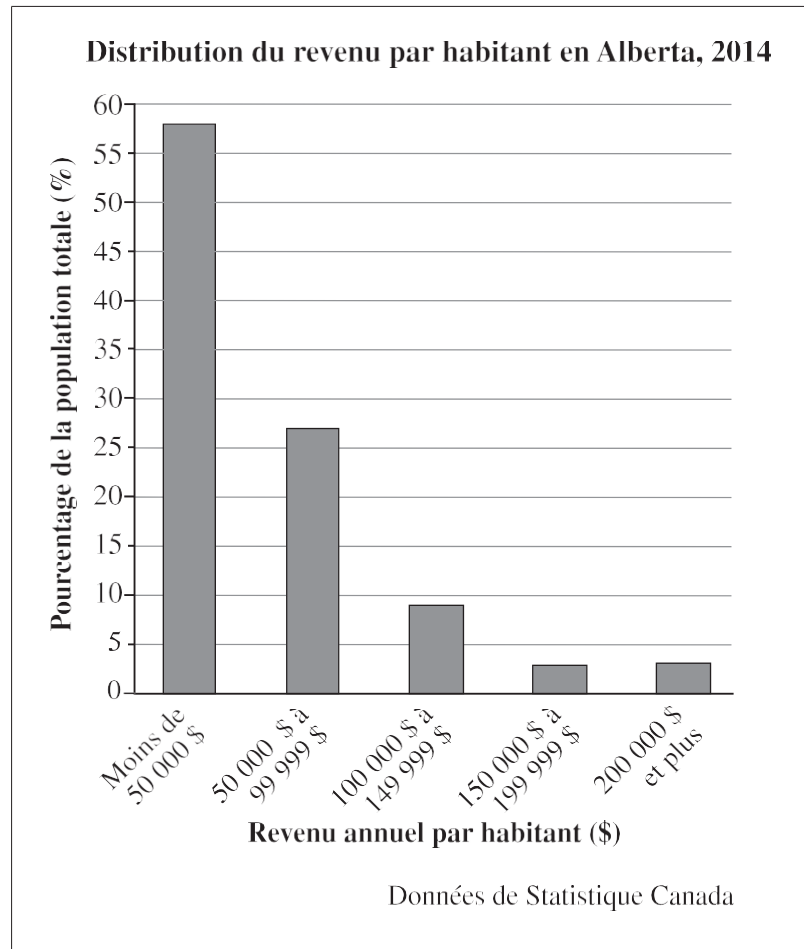
- Taux de criminalité
- Emploi
- Participation des citoyens à la politique
- Soins de santé
- Qualité de l'air
- Éducation
- Parcs et espaces verts
- Impôts et taxes
- Arts et artisanat
- Logement

Source II



Données fournies par Statistique Canada. *Tableau 111-0009 Revenu total médian, selon le type de famille, par province et territoire (Toutes les familles de recensement)*. CANSIM (base de données). Dernière modification le 14 juillet 2016. www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/101/cst01/famil108a-fra.htm

Source III



Données fournies par Statistique Canada. *Tableau 111-0008 Personnes selon le groupe de revenu total, par province et territoire (Alberta)*. CANSIM (base de données). Dernière modification le 14 juillet 2016.

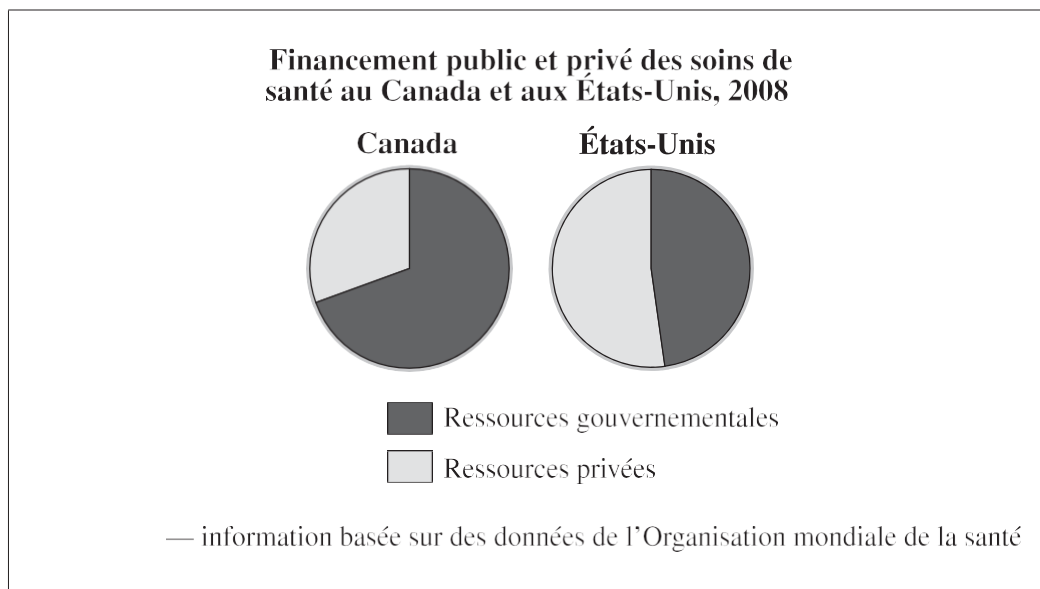
www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/101/cst01/famil105j-fra.htm

XII. Les questions 43 à 46 à la page 44 portent sur les sources suivantes.

Source I

Services de soins de santé dans deux systèmes économiques	
Système économique W	Système économique X
• Financés par le gouvernement	• Financés par des sources privées
• Accès universel pour tous les citoyens	• Services payés par les individus
• Valorise le bien-être social	• Valorise l'individualisme

Source II



Données de l'Organisation mondiale de la santé. *World Health Statistics 2011*. Genève, Organisation mondiale de la santé, 2011.

<https://www.who.int/publications/i/item/9789241564199>

Source III

Commentaires éditoriaux

Le gouvernement doit continuer à financer les soins de santé comme les autres programmes sociaux. Les couts pour faire fonctionner le système doivent être financés par le gouvernement. Cela va permettre aux Canadiens de rester en sécurité et en bonne santé. Les centres de soins de santé privés sont plus intéressés par la recherche des profits. La santé de nos citoyens est sans doute beaucoup plus importante que le désir de faire des profits!

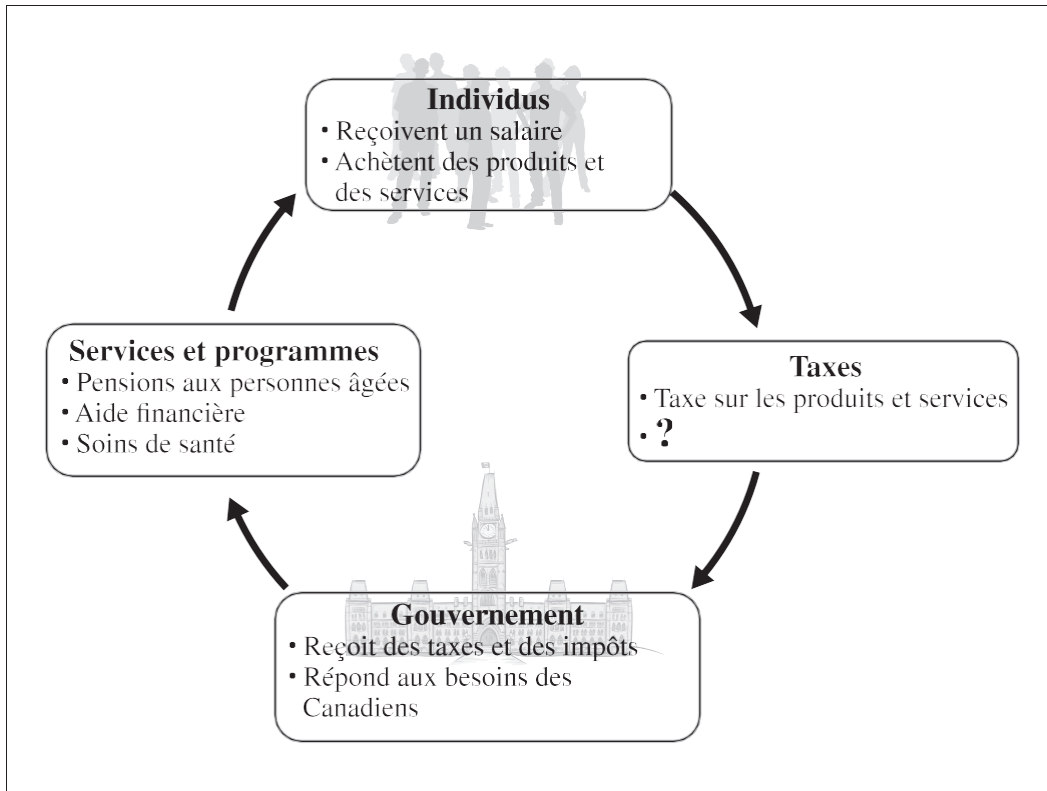
— **Économiste Y**

Le gouvernement ne devrait pas être responsable d'offrir les soins de santé. Si les centres de soins de santé étaient privés, les services de santé et l'utilisation des ressources seraient plus efficaces. Il y aurait moins de gaspillage. Les travailleurs de la santé feraient plus d'efforts pour offrir les meilleurs soins possibles à leurs patients. Ils pourraient voir plus de patients et réduire le temps d'attente pour obtenir des soins.

— **Économiste Z**

XIII. Les questions 47 à 50 à la page 45 portent sur les sources suivantes.

Source I



Source II



Source III



Études sociales

Livret de questions

Description

Ce test de rendement provincial d'Études sociales 9^e année comprend deux livrets :

- le **livret de questions**, qui contient 50 questions à choix multiple
- le **livret de sources**, qui contient 13 séries de sources

Durée : 80 minutes. Tu as jusqu'à 160 minutes pour terminer le test, mais tu peux prendre 30 minutes supplémentaires au besoin.

Tu peux écrire dans ce livret si tu penses que cela peut t'aider.

Assure-toi de noter toutes tes réponses aux questions à choix multiple sur la feuille de réponses qui accompagne le test.

2018

Directives

- Tu **ne peux pas** utiliser de dictionnaire, de thésaurus ou tout autre ouvrage de référence.
- Assure-toi d'avoir un **livret de questions** et un **livret de sources**.
- La feuille de réponses à correction mécanographique se trouve à la dernière page du **livret de questions**. Plie-la le long du pointillé et détache-la avec soin.
- Assure-toi que le numéro de la question sur la feuille de réponses est le même que le numéro de la question à laquelle tu es en train de répondre.
- Lis attentivement chaque question et choisis **la bonne** ou **la meilleure** réponse.

Exemple

Un sujet de discussion que l'on comprend **mieux** en examinant attentivement divers points de vue et perspectives s'appelle

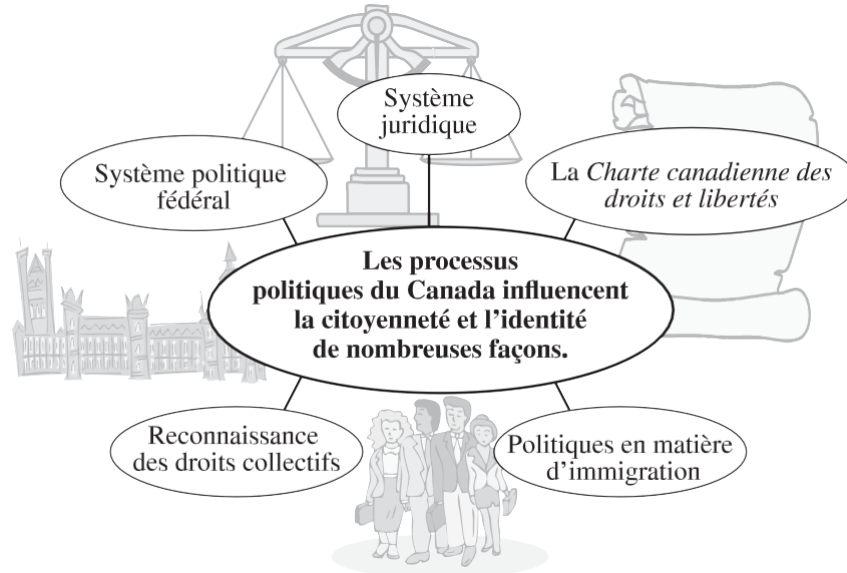
- A. un fait
- B. une problématique
- C. une source
- D. un exemple

Feuille de réponses

(A) ● (C) (D)

- Utilise **seulement** un crayon à mine **HB** pour noter tes réponses.
- Si tu changes une réponse, **efface complètement** ta première réponse.
- Réponds à toutes les questions.

Première partie Problématiques pour les Canadiens : droits et gouvernance



Les séries de sources I à VIII et les questions 1 à 30 portent sur les droits et la gouvernance au Canada.

Tu devrais prendre environ 50 minutes pour répondre à ces 30 questions à choix multiple.

- I. Utilise les sources aux pages 4 et 5 pour répondre aux questions 1 à 4.**
1. Laquelle des réponses suivantes remplace correctement le point d'interrogation sous le titre « Gouverneur général du Canada » à la source I?
 - A. Est membre du Sénat
 - B. Représente les électeurs d'une circonscription
 - C. Est membre de la Chambre des communes
 - D. Représente la monarchie de la Grande-Bretagne

 2. Laquelle des réponses suivantes remplace correctement le point d'interrogation sous le titre « Rôles joués comme chef du gouvernement » à la source I?
 - A. Donne la sanction royale aux lois
 - B. Présente des projets de loi à la Chambre des communes
 - C. Dirige l'Opposition officielle au Parlement
 - D. Est membre du pouvoir judiciaire du gouvernement

 3. À la source III, quelle personne fait des commentaires qui sont reliés **le plus directement** à l'information présentée dans la source II?
 - A. BienInformé7
 - B. Politico15
 - C. SourceInfo
 - D. CitoyenActif

 4. Considérées ensemble, ces trois sources traitent **le plus clairement** de laquelle des questions suivantes?
 - A. Le gouverneur général du Canada devrait-il être élu?
 - B. Le gouverneur général du Canada devrait-il être neutre sur le plan politique?
 - C. Dans quelle mesure le gouverneur général du Canada sert-il les intérêts des citoyens?
 - D. Dans quelle mesure les partis politiques influencent-ils les décisions prises par le gouverneur général du Canada?

II. Utilise les sources aux pages 6 et 7 pour répondre aux questions 5 à 8.

5. Dans la source I, lequel des énoncés suivants pourrait remplacer correctement le point d'interrogation sous le titre « Gouvernement minoritaire »?
- A. Le gouvernement est formé par un parti politique qui remporte moins de cinquante pour cent des suffrages exprimés.
 - B. Le gouvernement est formé par le parti politique qui remporte plus de cinquante pour cent des suffrages exprimés.
 - C. Le gouvernement est formé par un parti politique qui remporte moins de la moitié des sièges à la Chambre des communes.
 - D. Le gouvernement est formé par le parti politique qui remporte plus de la moitié des sièges à la Chambre des communes.
6. Le graphique de la source II montre **le plus directement** que le gouvernement a pu adopter le projet de loi mentionné à la source III grâce au nombre de sièges que possédait le
- A. Parti vert du Canada à la Chambre des communes
 - B. Nouveau Parti démocratique du Canada à la Chambre des communes
 - C. Parti libéral du Canada à la Chambre des communes et au Sénat
 - D. Parti conservateur du Canada à la Chambre des communes et au Sénat
7. La source III et la source IV contiennent toutes les deux des détails qui sont **le plus directement** associés
- A. au pouvoir politique d'un gouvernement minoritaire
 - B. au pouvoir législatif d'un gouvernement majoritaire
 - C. à l'équilibre des pouvoirs entre les corps du gouvernement fédéral
 - D. au pouvoir du corps judiciaire d'interpréter les lois adoptées par le gouvernement
8. La principale question que les quatre sources soulèvent est reliée **le plus directement** au degré selon lequel un
- A. gouvernement majoritaire favorise l'égalité parmi les citoyens
 - B. gouvernement majoritaire respecte les principes démocratiques quand il est au pouvoir
 - C. gouvernement minoritaire peut obtenir le soutien des électeurs pendant des élections
 - D. gouvernement minoritaire représente les intérêts des citoyens entre les élections

III. Utilise les sources aux pages 8 et 9 pour répondre aux questions 9 à 11.

9. Lequel des énoncés suivants pourrait remplacer correctement le point d'interrogation à la source I?
- A. Jurés et juges
 - B. Jurés et membres de la Société John-Howard
 - C. Membres de la Société Elizabeth Fry et juges
 - D. Membres de la Société Elizabeth Fry et de la Société John-Howard
10. Les inquiétudes des résidents mentionnées à la source III sont reliées **le plus directement** à l'information de la source II concernant la façon dont les maisons de transition
- A. protègent les droits des personnes qui étaient en prison
 - B. aident à réintégrer dans la société des personnes qui étaient en prison
 - C. répondent aux besoins des personnes qui sortent de prison
 - D. s'assurent que les peines des personnes condamnées pour des crimes ont été accomplies
11. L'information présentée dans ces trois sources répond **le plus clairement** à laquelle des questions suivantes?
- A. Dans quelle mesure le système judiciaire du Canada sert-il les intérêts des Canadiens?
 - B. Le système judiciaire du Canada devrait-il être financé par les revenus des impôts?
 - C. Quels sont les coûts liés au maintien du système judiciaire du Canada?
 - D. Quel est le rôle des tribunaux dans le système judiciaire du Canada?

IV. Utilise les sources aux pages 10 et 11 pour répondre aux questions 12 à 15.

12. Les politiques sur la « retraite obligatoire » (source I) doivent respecter les sections de la *Charte canadienne des droits et libertés* qui sont reliées
- A. aux droits juridiques
 - B. aux droits à l'égalité
 - C. à la liberté d'expression
 - D. à la liberté d'association
13. Quels sont les deux points de vue de la source II **les plus appropriés** qu'un employeur pourrait utiliser afin d'établir une politique de retraite obligatoire?
- A. Le point de vue W et le point de vue Y
 - B. Le point de vue W et le point de vue Z
 - C. Le point de vue X et le point de vue Y
 - D. Le point de vue X et le point de vue Z
14. Étant donné l'information de la source I, le point de vue W à la source II présente des arguments qui seraient **fort probablement** appuyés par
- A. Robert Kelly et George Vilven
 - B. la juge de la Cour fédérale, Anne Mactavish
 - C. le Tribunal canadien des droits de la personne
 - D. les dirigeants d'Air Canada
15. Considérées ensemble, ces deux sources soulèvent une question qui est reliée **le plus directement**
- A. à l'expertise des employés
 - B. à la productivité des employés
 - C. aux droits individuels au travail
 - D. aux règlements sur la sécurité au travail

V. Utilise les sources aux pages 12 et 13 pour répondre aux questions 16 à 18.

16. Dans le contexte de la source I, le point d'interrogation situé sous « 1982 Charte canadienne des droits et libertés » pourrait être remplacé correctement par lequel des énoncés suivants?
- A. Protège la liberté de religion
 - B. Établit les droits à l'instruction dans la langue officielle de la minorité
 - C. Garantit la liberté de s'associer à n'importe quel groupe ou personne
 - D. Préserve le droit de déménager et de travailler n'importe où au Canada
17. Quels sont les deux interlocuteurs de la source II qui expriment **le plus clairement** qu'ils sont insatisfaits de la façon dont on reconnaît les droits des francophones en Alberta?
- A. L'interlocuteur W et l'interlocutrice Y
 - B. L'interlocuteur W et l'interlocuteur Z
 - C. L'interlocutrice X et l'interlocutrice Y
 - D. L'interlocutrice X et l'interlocuteur Z
18. L'information des deux sources serait **la plus appropriée** pour répondre à laquelle des questions suivantes?
- A. L'Alberta devrait-elle devenir officiellement une province bilingue?
 - B. Les francophones devraient-ils avoir le droit de diriger leurs propres écoles en Alberta?
 - C. Dans quelle mesure les gouvernements fédéral et provincial devraient-ils appuyer et promouvoir les droits des minorités de langue officielle en Alberta?
 - D. Dans quelle mesure les programmes des gouvernements fédéral et provincial devraient-ils encourager les francophones à vivre et à travailler en Alberta?

VI. Utilise les sources aux pages 14 et 15 pour répondre aux questions 19 à 22.

19. Lequel des énoncés suivants remplacerait correctement le point d'interrogation sous « Quelques caractéristiques de la *Loi sur les Indiens* (1876) » à la source I?
- A. Respect de la diversité des peuples des Premières Nations
 - B. À l'origine, intention d'assimiler les peuples des Premières Nations
 - C. Déclaration indiquant que les agents des Affaires indiennes dans les réserves devaient être élus par les peuples des Premières Nations
 - D. Pouvoir initialement donné aux peuples des Premières Nations d'administrer les droits accordés par le traité
20. La loi mentionnée à la source I est liée **le plus directement** à la reconnaissance par le gouvernement fédéral des
- A. droits à l'instruction dans la langue de la minorité des peuples des Premières Nations
 - B. droits associés aux langues officielles des peuples des Premières Nations
 - C. droits collectifs des peuples des Premières Nations
 - D. droits juridiques des peuples des Premières Nations
21. Dans la source III, quels commentaires remettent en question **le plus directement** la pertinence des « Soins offerts aux Indiens inscrits au Canada » présentés dans la source II?
- A. Les commentaires de l'interlocutrice W et de l'interlocutrice Y
 - B. Les commentaires de l'interlocutrice W et de l'interlocuteur Z
 - C. Les commentaires de l'interlocuteur X et de l'interlocutrice Y
 - D. Les commentaires de l'interlocuteur X et de l'interlocuteur Z
22. L'information présentée dans les trois sources serait **la plus appropriée** pour répondre à laquelle des questions suivantes?
- A. Les Premières Nations devraient-elles utiliser la médecine traditionnelle?
 - B. A-t-on suffisamment répondu aux besoins des Premières Nations en matière de soins de santé?
 - C. Offre-t-on des soins de santé à bon marché aux Premières Nations partout au Canada?
 - D. Dans quelle mesure les Premières Nations connaissent-elles les services médicaux qui leur sont garantis?

VII. Utilise les sources aux pages 16 et 17 pour répondre aux questions 23 à 26.

23. Lequel des énoncés suivants pourrait être ajouté correctement à la liste de la source I?
- A. Être admises selon leur niveau de compétences professionnelles
 - B. Être en mesure de trouver un emploi
 - C. Fuir la pauvreté
 - D. Fuir la guerre
24. Lesquels des objectifs suivants de la *Loi sur l'immigration et la Protection des réfugiés* ont comme intention **la plus directe** d'améliorer la vie des personnes identifiées à la source I?
- A. Offrir des avantages économiques, sociaux et culturels à tous les Canadiens
 - B. Partager les avantages de l'immigration et favoriser la prospérité économique dans toutes les régions du Canada
 - C. Étudier avec impartialité, en accord avec les idéaux humanitaires du Canada, la situation des personnes qui disent être persécutées
 - D. Promouvoir la réussite de l'intégration des immigrants à la société canadienne tout en admettant que l'intégration signifie que les nouveaux immigrants et la société canadienne ont des responsabilités les uns envers les autres
25. Les circonstances auxquelles sont confrontés les réfugiés syriens à la source III sont **le plus semblable** aux circonstances vécues par les réfugiés à la source II qui ont été admis au Canada en
- A. 1979-1980 et 2006
 - B. 1979-1980 et 2008
 - C. 1999 et 2006
 - D. 1999 et 2008
26. Ensemble, ces trois sources seraient **les plus appropriées** pour répondre à laquelle des questions suivantes?
- A. Les politiques canadiennes en matière d'immigration et de réfugiés protègent-elles la sécurité nationale?
 - B. Comment les politiques canadiennes en matière d'immigration et de réfugiés permettent-elles de répondre aux problématiques mondiales?
 - C. Les politiques canadiennes en matière d'immigration et de réfugiés favorisent-elles le développement économique?
 - D. Comment les politiques canadiennes en matière d'immigration et de réfugiés influencent-elles les alliances politiques avec les autres pays?

VIII. Utilise les sources aux pages 18 et 19 pour répondre aux questions 27 à 30.

27. Laquelle des réponses suivantes remplace correctement le point d'interrogation sous la caractéristique V à la source I?
- A. Encourage les immigrants à s'installer là où leur expertise est requise
 - B. Permet de réunir les membres des familles des immigrants
 - C. Finance les programmes éducatifs offerts aux immigrants
 - D. Garantit aux immigrants l'accès aux services de soins de santé
28. L'information de la source II révèle que l'Accord entre le Canada et la Colombie-Britannique sur l'immigration a **principalement** pour but
- A. de promouvoir les droits des communautés de langue minoritaire en Colombie-Britannique
 - B. de financer les programmes sociaux de la Colombie-Britannique
 - C. de trouver des travailleurs pour les emplois disponibles en Colombie-Britannique
 - D. d'encourager la croissance de la population en Colombie-Britannique
29. Dans la source III, quels citoyens font des commentaires reliés **le plus directement** à l'influence des facteurs économiques sur l'immigration?
- A. Le citoyen W et le citoyen X
 - B. Le citoyen W et le citoyen Z
 - C. Le citoyen X et le citoyen Y
 - D. Le citoyen Y et le citoyen Z
30. L'information présentée dans les trois sources explore **le plus directement** dans quelle mesure
- A. les immigrants contribuent à la diversité culturelle au Canada
 - B. les gouvernements provinciaux peuvent influencer les politiques canadiennes d'immigration
 - C. le gouvernement fédéral peut augmenter le nombre d'immigrants qui viennent au Canada
 - D. la *Charte canadienne des droits et libertés* protège les droits des immigrants au Canada

Deuxième partie

Problématiques pour les Canadiens : les systèmes économiques du Canada et des États-Unis



Les séries de sources IX à XIII et les questions 31 à 50 portent sur les problématiques associées aux systèmes économiques du Canada et des États-Unis.

Tu devrais prendre environ 30 minutes pour répondre à ces 20 questions à choix multiple.

IX. Utilise les sources aux pages 20 et 21 pour répondre aux questions 31 à 34.

31. Dans la source I, lequel des énoncés suivants remplacerait correctement le point d'interrogation sous le titre « Économie mixte »?
- A. Les sociétés d'État et les entreprises privées jouent un rôle dans le marché.
 - B. Les produits et services sont répartis également parmi les membres de la société.
 - C. Les consommateurs ont peu d'influence sur les décisions des entreprises.
 - D. Le gouvernement favorise les inégalités des richesses parmi les individus.
32. Dans la source I, le point d'interrogation sous le titre « Économie de marché » serait remplacé correctement par lequel des énoncés suivants?
- A. Les monopoles se partagent les ressources pour que les citoyens profitent des mêmes avantages.
 - B. Les représentants du gouvernement établissent des prix fixes pour les produits et les services.
 - C. Les entreprises publiques génèrent des profits de la vente des biens et services.
 - D. Les choix des consommateurs déterminent la façon dont les producteurs utilisent la terre, la main-d'œuvre et le capital disponibles.
33. Le graphique de la source III montre qu'au troisième trimestre de l'année pendant laquelle le Crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire décrit à la source II a été mis en place,
- A. les ventes des biens et services ont augmenté
 - B. le taux de chômage est resté inchangé
 - C. moins de personnes au chômage ont reçu une aide publique
 - D. la quantité de richesses produites par l'activité économique a baissé
34. Considérées ensemble, ces trois sources sont **le plus directement** reliées à la façon dont
- A. les programmes sociaux peuvent être financés par les entreprises privées
 - B. les revenus publics peuvent être utilisés pour offrir des programmes sociaux
 - C. les programmes du gouvernement peuvent servir à favoriser la croissance économique
 - D. la possession d'entreprises par le gouvernement peut promouvoir la stabilité économique

X. Utilise les sources aux pages 22 et 23 pour répondre aux questions 35 à 38.

35. Lequel des énoncés suivants remplace correctement le point d'interrogation à la source I?
- A. Emploi garanti
 - B. Contrôle gouvernemental
 - C. Propriété publique
 - D. Recherche du profit
36. Les détails de la source II concernent **le plus clairement** les inquiétudes des consommateurs par rapport
- A. à la qualité des produits qu'ils achètent
 - B. à la disponibilité des produits sur le marché
 - C. à la demande pour les produits sur le marché
 - D. au prix des produits qu'ils achètent
37. La loi décrite à la source III appuie les principes d'une économie mixte parce que
- A. les entreprises appartiennent au gouvernement
 - B. le gouvernement intervient activement dans l'économie
 - C. le public est responsable d'assurer la qualité des produits et des services
 - D. les producteurs sont libres de prendre des décisions économiques sur l'utilisation des ressources
38. Considérées ensemble, les trois sources présentent de l'information qui examine **de plus près** dans quelle mesure
- A. la rareté affecte les choix des consommateurs
 - B. la publicité influence les achats des consommateurs
 - C. les consommateurs peuvent influencer les décisions du gouvernement
 - D. le gouvernement devrait jouer un rôle dans la protection des intérêts des consommateurs

XI. Utilise les sources aux pages 24 et 25 pour répondre aux questions 39 à 42.

39. À la source I, « Parcs et espaces verts » et « Arts et artisanat » sont des indicateurs des aspects
- A. politiques de la qualité de vie
 - B. personnels de la qualité de vie
 - C. financiers de la qualité de vie
 - D. environnementaux de la qualité de vie
40. Laquelle des listes suivantes identifie les indicateurs de la source I qui sont reliés **le plus directement** aux aspects économiques de la qualité de vie?
- A. « Soins de santé », « Impôts et taxes » et « Logement »
 - B. « Soins de santé », « Éducation » et « Arts et artisanat »
 - C. « Emploi », « Impôts et taxes » et « Logement »
 - D. « Emploi », « Éducation » et « Arts et artisanat »
41. L'information à la source II et à la source III montre qu'en Alberta, le revenu annuel moyen par famille était de
- A. moins de 100 000 \$ alors que le revenu annuel par habitant de la majorité de la population albertaine était de moins de 100 000 \$
 - B. moins de 100 000 \$ alors que le revenu annuel par habitant de la minorité de la population albertaine était de moins de 100 000 \$
 - C. plus de 100 000 \$ alors que le revenu annuel par habitant de la majorité de la population albertaine était de plus de 100 000 \$
 - D. plus de 100 000 \$ alors que le revenu annuel par habitant de la minorité de la population albertaine était de plus de 100 000 \$
42. L'information présentée dans les trois sources pourrait être utilisée de la manière **la plus appropriée** pour répondre à laquelle des questions suivantes?
- A. Comment la pénurie des ressources affecte-t-elle la qualité de vie?
 - B. Qu'indiquent les facteurs économiques à propos de la qualité de vie?
 - C. Comment la capacité des individus à satisfaire leurs besoins essentiels a-t-elle des répercussions sur la qualité de vie?
 - D. Quelles conséquences la disponibilité d'articles de luxe a-t-elle sur la qualité de vie?

XII. Utilise les sources aux pages 26 et 27 pour répondre aux questions 43 à 46.

43. L'idée que les services de soins de santé devraient être « Financés par le gouvernement » (source I) est basée sur la croyance selon laquelle on atteint le bien public par
- A. l'intervention du gouvernement dans l'économie
 - B. la propriété privée
 - C. la concurrence entre les entreprises
 - D. la recherche individuelle des profits
44. Lequel des énoncés suivants serait-il correct d'ajouter à la liste de caractéristiques du système économique X à la source I?
- A. Les besoins de base de tous les citoyens sont satisfaits.
 - B. La propriété est partagée entre tous les membres de la société.
 - C. Les surplus de production sont partagés entre les travailleurs.
 - D. La demande des consommateurs détermine le prix des produits et des services.
45. Les arguments présentés par l'économiste Y à la source III sont **le plus directement** appuyés par l'information de la source II relative à la façon dont, au Canada,
- A. le gouvernement fournit l'accès universel à des soins de santé
 - B. des soins de santé privés sont à la disposition des individus qui peuvent les payer
 - C. la plus grande proportion du financement des coûts des soins de santé provient de ressources privées
 - D. la plus grande proportion du financement des coûts des soins de santé provient de ressources gouvernementales
46. Considérées ensemble, ces trois sources examinent **le plus directement** à quel point
- A. le gouvernement devrait être responsable de fournir les soins de santé à tous les citoyens
 - B. les services privés de soins de santé devraient être accessibles à tous les citoyens
 - C. le gouvernement devrait augmenter les impôts afin d'augmenter les dépenses dans les soins de santé
 - D. les coûts des soins de santé financés par le gouvernement devraient être déterminés par l'offre et la demande

XIII. Utilise les sources aux pages 28 et 29 pour répondre aux questions 47 à 50.

47. À la source I, le point d'interrogation sous « Taxes » peut être remplacé correctement par lequel des énoncés suivants?
- A. Subventions du gouvernement
 - B. Économies personnelles
 - C. Propriété publique
 - D. Impôts sur le revenu
48. Les détails de la source II suggèrent que la personne qui porte un chapeau croit que
- A. les augmentations des impôts justifient l'évasion fiscale
 - B. les travailleurs qui paient des impôts obtiennent des remboursements d'impôt
 - C. les richesses personnelles devraient déterminer les taux d'impôt
 - D. les entreprises de l'industrie des services ne devraient pas payer d'impôts
49. À la source III, la situation mentionnée dans *Le Journal* est reliée **le plus directement** à
- A. l'augmentation des taux d'impôt
 - B. la réduction des revenus qui proviennent des impôts
 - C. la réduction du salaire payé aux travailleurs
 - D. l'augmentation du taux de chômage
50. Ensemble, ces trois sources sont **les plus appropriées** pour répondre à laquelle des questions suivantes?
- A. Quel est le but des programmes sociaux au Canada?
 - B. Comment le gouvernement canadien détermine-t-il les taux d'impôt?
 - C. Quel est l'impact de l'économie clandestine sur le financement des programmes gouvernementaux au Canada?
 - D. Comment le gouvernement canadien peut-il utiliser les revenus qui proviennent de l'économie clandestine pour appuyer le bien-être social?

Plan d'ensemble et description des questions

Le plan d'ensemble suivant montre les catégories de notation et les sections du contenu du programme dans lesquelles ces questions étaient classées dans le test de rendement provincial d'Études sociales 9 que les élèves ont passé en 2018.

Catégorie de notation	Savoirs ¹	Compétences et processus ²	Nombre (Pourcentage) de questions
<p>Les systèmes politique et juridique (9.1.4, 9.1.5)³ Les élèves analysent la structure du système politique fédéral du Canada et le rôle des citoyens et des organisations dans le système juridique du Canada en explorant les questions et en réfléchissant aux problématiques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> à la façon dont les lois sont adoptées au Canada aux pouvoirs du gouvernement fédéral à la façon dont les députés et les sénateurs sont choisis à l'obligation pour les députés et les sénateurs de rendre des comptes au rôle des partis politiques fédéraux au rôle des médias dans les questions politiques aux groupes de pression et aux décisions politiques à la façon dont les processus législatifs et politiques répondent aux besoins des Canadiens à la participation au système juridique du Canada aux rôles et responsabilités des citoyens à l'égard de la loi à la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> 	1	3	<p>11 (22 % de la note totale du test)</p>
	2	4	
	5	6	
	9	7	
		8	
	4 (8 %)	10	
		11	
		7 (14 %)	

¹**Savoirs** : l'étendue et la profondeur de l'information, des concepts, des éléments de preuve, des idées et des opinions essentiels à la prise de décisions telles que définies dans le Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

²**Compétences et processus** : l'application d'une pensée critique et créatrice, d'une démarche historique, de compétences d'ordre géographique, de la prise de décisions, de la résolution de problèmes et des connaissances médiatiques à des situations pertinentes telles que définies dans le Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

³Les chiffres en caractère gras entre parenthèses renvoient aux résultats d'apprentissage spécifiques du Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

(suite à la page suivante)

Catégorie de notation	Savoirs ¹	Compétences et processus ²	Nombre (Pourcentage) de questions
<p>Les droits individuels et collectifs (9.1.6, 9.1.7)³ Les élèves évaluent d'un point de vue critique les répercussions de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> sur les processus législatifs du Canada et comment la demande croissante de reconnaissance des droits collectifs a eu des répercussions sur les processus législatifs au Canada en explorant les questions et en réfléchissant aux problématiques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la reconnaissance des droits individuels • à l'exercice des droits individuels • aux conditions de travail • aux droits et responsabilités des citoyens • à la reconnaissance des droits collectifs • aux besoins des minorités francophones • aux besoins des francophones du Québec • aux droits des minorités de langue officielle • à la façon dont la <i>Loi sur les Indiens</i> reconnaît le statut et l'identité des peuples autochtones • aux traités 6, 7 et 8 • à la législation quant aux droits et à la culture des Métis 	12	13	<p>11 (22 % de la note totale du test)</p>
	16	14	
	19	15	
	20	17	
		18	
	4 (8 %)	21	
		22	
		7 (14 %)	

¹**Savoirs** : l'étendue et la profondeur de l'information, des concepts, des éléments de preuve, des idées et des opinions essentiels à la prise de décisions telles que définies dans le Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

²**Compétences et processus** : l'application d'une pensée critique et créatrice, d'une démarche historique, de compétences d'ordre géographique, de la prise de décisions, de la résolution de problèmes et des connaissances médiatiques à des situations pertinentes telles que définies dans le Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

³Les chiffres en caractère gras entre parenthèses renvoient aux résultats d'apprentissage spécifiques du Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

(suite à la page suivante)

Catégorie de notation	Savoirs ¹	Compétences et processus ²	Nombre (Pourcentage) de questions
<p>L'immigration (9.1.8)³ Les élèves évaluent d'un point de vue critique comment les processus législatifs abordent les questions de l'immigration en explorant les questions et en réfléchissant aux problématiques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux facteurs influant sur les politiques de l'immigration • aux changements apportés aux politiques canadiennes sur l'immigration et les réfugiés • à l'immigration et aux peuples autochtones • aux politiques provinciales en matière d'immigration • aux politiques d'immigration du Québec • aux relations entre les politiques d'immigration et la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> • aux avantages découlant de l'immigration pour le Canada 	23	25	<p>8 (16 % de la note totale du test)</p>
	24	26	
	27	28	
		29	
		30	
	<p>3 (6 %)</p>	<p>5 (10 %)</p>	

¹**Savoirs** : l'étendue et la profondeur de l'information, des concepts, des éléments de preuve, des idées et des opinions essentiels à la prise de décisions telles que définies dans le Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

²**Compétences et processus** : l'application d'une pensée critique et créatrice, d'une démarche historique, de compétences d'ordre géographique, de la prise de décisions, de la résolution de problèmes et des connaissances médiatiques à des situations pertinentes telles que définies dans le Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

³Les chiffres en caractère gras entre parenthèses renvoient aux résultats d'apprentissage spécifiques du Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

(suite à la page suivante)

Catégorie de notation	Savoirs ¹	Compétences et processus ²	Nombre (Pourcentage) de questions
<p>La prise de décision économique (9.2.4)³ Les élèves analysent les principes et les pratiques d'une économie de marché et d'une économie mixte en explorant les questions et en réfléchissant aux problématiques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux principes d'une économie de marché • à l'intervention du gouvernement • à l'économie mixte du Canada • au rôle des consommateurs dans une économie de marché et dans une économie mixte • à l'identité individuelle et collective des consommateurs • aux répercussions des syndicats sur l'économie • à l'intervention du gouvernement dans l'économie du Canada et dans l'économie des États-Unis • au principe économique de la rareté des ressources 	<p>31</p> <p>32</p> <p>35</p> <p>3 (6 %)</p>	<p>33</p> <p>34</p> <p>36</p> <p>37</p> <p>38</p> <p>5 (10 %)</p>	<p>8 (16 % de la note totale du test)</p>

¹**Savoirs** : l'étendue et la profondeur de l'information, des concepts, des éléments de preuve, des idées et des opinions essentiels à la prise de décisions telles que définies dans le Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

²**Compétences et processus** : l'application d'une pensée critique et créatrice, d'une démarche historique, de compétences d'ordre géographique, de la prise de décisions, de la résolution de problèmes et des connaissances médiatiques à des situations pertinentes telles que définies dans le Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

³Les chiffres en caractère gras entre parenthèses renvoient aux résultats d'apprentissage spécifiques du Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

(suite à la page suivante)

Catégorie de notation	Savoirs ¹	Compétences et processus ²	Nombre (Pourcentage) de questions
<p>Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques (9.2.5, 9.2.6)³ Les élèves évaluent d'un point de vue critique la relation qui existe entre le consumérisme et la qualité de la vie au Canada et aux États-Unis et l'interdépendance entre les décisions politiques et les systèmes économiques en explorant les questions et en réfléchissant aux problématiques relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux indicateurs de la qualité de vie • au comportement des consommateurs • à la façon dont le marketing influence le consumérisme • au consumérisme et la qualité de vie • au consumérisme en tant que pouvoir de masse • au consumérisme et la croissance économique • aux valeurs qui sont à la base des programmes sociaux • aux programmes économiques des partis politiques • aux philosophies et programmes des partis politiques • à l'économie clandestine • aux questions environnementales et la qualité de vie 	<p>39</p> <p>40</p> <p>43</p> <p>44</p> <p>47</p> <p>5 (10 %)</p>	<p>41</p> <p>42</p> <p>45</p> <p>46</p> <p>48</p> <p>49</p> <p>50</p> <p>7 (14 %)</p>	<p>12 Questions (24 % de la note totale du test)</p>
Nombre (Pourcentage) de questions	19 (38 % de la note totale du test)	31 (62 % de la note totale du test)	50 (100 %)

¹**Savoirs** : l'étendue et la profondeur de l'information, des concepts, des éléments de preuve, des idées et des opinions essentiels à la prise de décisions telles que définies dans le Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

²**Compétences et processus** : l'application d'une pensée critique et créatrice, d'une démarche historique, de compétences d'ordre géographique, de la prise de décisions, de la résolution de problèmes et des connaissances médiatiques à des situations pertinentes telles que définies dans le Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

³Les chiffres en caractère gras entre parenthèses renvoient aux résultats d'apprentissage spécifiques du Programme d'Études sociales 9^e année de 2007.

Le tableau ci-dessous donne de l'information sur chaque question : la bonne réponse, le niveau de difficulté (le pourcentage d'élèves qui ont bien répondu à la question dans la version française du test), la catégorie de notation, l'élément du programme évalué, ainsi que la description de la question.

Question	Clé	Diff. %	Catégorie de notation	Élément du programme évalué	Description de la question
1	D	77,3	Savoirs	Systèmes politique et juridique	Connaitre un des rôles politiques du gouverneur général du Canada (RAS 9.1.4)
2	A	57,6	Savoirs	Systèmes politique et juridique	Se souvenir d'un pouvoir exécutif du gouverneur général en qualité de chef du gouvernement fédéral du Canada (RAS 9.1.4)
3	D	85,1	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Reconnaître l'orateur dont les commentaires dans une source sont liés le plus directement à l'information présentée dans une autre source (RAS 9.C.1)
4	C	66,8	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Résumer l'information présentée dans trois sources pour déterminer la problématique abordée le plus directement (RAS 9.C.4)
5	C	81,4	Savoirs	Systèmes politique et juridique	Reconnaître une caractéristique d'un gouvernement minoritaire au Parlement canadien (RAS 9.1.4)
6	D	86,7	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Identifier comment l'action d'un parti au pouvoir décrite dans une source est possible grâce au nombre de sièges que détient ce parti dans le pouvoir exécutif, ces nombres étant indiqués dans une autre source (RAS 9.C.1)
7	B	77,3	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Analyser deux sources pour déterminer une idée centrale dans ces deux sources sur le pouvoir politique du parti qui forme le gouvernement au Parlement canadien (RAS 9.C.1)

Question	Clé	Diff. %	Catégorie de notation	Élément du programme évalué	Description de la question
8	B	55,7	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Faire une généralisation à partir de l'information contenue dans quatre sources sur la principale problématique soulevée (RAS 9.C.4)
9	D	69,9	Savoirs	Systèmes politique et juridique	Connaitre le rôle des groupes de pression dans le système judiciaire canadien (RAS 9.1.5)
10	B	77,4	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Reconnaître l'information d'une source à laquelle les préoccupations des résidants décrites dans une autre source sont le plus directement reliées (RAS 9.C.1)
11	A	76,1	Compétences et processus	Systèmes politique et juridique	Tirer une conclusion sur la problématique reliée au système judiciaire canadien soulevée dans l'information présentée dans trois sources (RAS 9.C.4)
12	B	76,5	Savoirs	Les droits individuels et collectifs	Reconnaître les droits décrits dans la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> qui sont reliés le plus directement à une problématique soulevée dans une source (RAS 9.1.6)
13	C	50,7	Compétences et processus	Les droits individuels et collectifs	Identifier deux points de vue qui appuient la mise en oeuvre d'une politique dans un milieu de travail (RAS 9.C.1)
14	A	58,0	Compétences et processus	Les droits individuels et collectifs	À partir de l'information présentée dans une source, déterminer les individus les plus susceptibles d'appuyer un point de vue présenté dans une autre source (RAS 9.C.1)

Question	Clé	Diff. %	Catégorie de notation	Élément du programme évalué	Description de la question
15	C	80,3	Compétences et processus	Les droits individuels et collectifs	Faire une généralisation sur la problématique reliée le plus directement à l'information présentée dans deux sources (RAS 9.C.4)
16	B	71,9	Savoirs	Les droits individuels et collectifs	Se souvenir des droits collectifs garantis dans la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> (RAS 9.1.7)
17	D	86,7	Compétences et processus	Les droits individuels et collectifs	À partir de quatre points de vue présentés, déterminer les deux interlocuteurs qui se disent insatisfaits de la façon dont leurs droits sont reconnus (RAS 9.C.1)
18	C	66,1	Compétences et processus	Les droits individuels et collectifs	Tirer une conclusion quant à la question qui répond le mieux à l'information présentée dans deux sources (RAS 9.C.4)
19	B	52,4	Savoirs	Les droits individuels et collectifs	Connaitre une caractéristique de la <i>Loi sur les Indiens</i> qui a influé sur le statut et l'identité des Premières Nations au Canada (RAS 9.1.7)
20	C	89,2	Savoirs	Les droits individuels et collectifs	Reconnaitre comment une loi adoptée par le gouvernement fédéral reconnaît le statut et l'identité des Premières Nations au Canada (RAS 9.1.7)
21	A	60,4	Compétences et processus	Les droits individuels et collectifs	Déterminer les deux interlocuteurs dans une source qui remettent le plus directement en question la pertinence des prestations de soins de santé décrites dans une autre source (RAS 9.C.1)

Question	Clé	Diff. %	Catégorie de notation	Élément du programme évalué	Description de la question
22	B	75,4	Compétences et processus	Les droits individuels et collectifs	Résumer de l'information pour déterminer la question à laquelle on pourrait le mieux répondre en utilisant l'information présentée dans trois sources (RAS 9.C.4)
23	D	88,3	Savoirs	L'immigration	Se souvenir des facteurs qui déterminent la catégorie dans laquelle les individus sont classés en vertu des lois canadiennes sur l'immigration (RAS 9.1.8)
24	C	27,1	Savoirs	L'immigration	Reconnaître l'objectif de la <i>Loi sur l'immigration et la Protection des réfugiés</i> qui vise le plus directement à améliorer la vie des réfugiés au Canada (RAS 9.1.8)
25	A	44,1	Compétences et processus	L'immigration	Analyser la ligne de temps présentée dans une source pour déterminer une situation semblable à une autre situation décrite dans une autre source (RAS 9.C.1)
26	B	71,0	Compétences et processus	L'immigration	Faire une généralisation sur la question à laquelle on pourrait le mieux répondre avec l'information présentée dans trois sources (RAS 9.C.4)
27	A	50,3	Savoirs	L'immigration	Reconnaître une caractéristique du Programme des candidats provinciaux (RAS 9.1.8)
28	C	55,4	Compétences et processus	L'immigration	Reconnaître le principal but de l'entente décrite dans une source (RAS 9.C.1)

Question	Clé	Diff. %	Catégorie de notation	Élément du programme évalué	Description de la question
29	C	68,5	Compétences et processus	L'immigration	Parmi quatre points de vue, déterminer celui dont les commentaires sont reliés le plus directement à l'influence des facteurs économiques sur l'immigration (RAS 9.C.1)
30	B	56,9	Compétences et processus	L'immigration	Résumer des idées pour déterminer la problématique reliée le plus directement à l'information présentée dans trois sources (RAS 9.C.4)
31	A	57,9	Savoirs	La prise de décision économique	Connaitre les caractéristiques d'une économie mixte (RAS 9.2.4)
32	D	66,6	Savoirs	La prise de décision économique	Se souvenir des principes sur lesquels les économies de marché sont fondées (RAS 9.2.4)
33	A	53,9	Compétences et processus	La prise de décision économique	Reconnaître ce que le graphique présenté dans une source révèle sur l'impact économique d'un programme gouvernemental décrit dans une autre source (RAS 9.C.1)
34	C	57,9	Compétences et processus	La prise de décision économique	Résumer de l'information pour déterminer la problématique à laquelle l'information présentée dans trois sources est reliée le plus directement (RAS 9.C.4)
35	D	60,1	Savoirs	La prise de décision économique	Se souvenir d'une caractéristique d'une économie de marché (RAS 9.2.4)
36	A	68,7	Compétences et processus	La prise de décision économique	Interpréter les détails d'une caricature pour pouvoir identifier une idée présentée (RAS 9.C.1)

Question	Clé	Diff. %	Catégorie de notation	Élément du programme évalué	Description de la question
37	B	63,2	Compétences et processus	La prise de décision économique	Analyser comment les caractéristiques d'une loi décrite appuient les principes d'une économie mixte (RAS 9.C.1)
38	D	63,6	Compétences et processus	La prise de décision économique	Faire une généralisation sur la problématique à laquelle l'information présentée dans trois sources est reliée de plus près (RAS 9.C.4)
39	B	45,6	Savoirs	Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques	Reconnaître l'aspect de la qualité de vie qui est mesuré par deux indicateurs (RAS 9.2.5)
40	C	69,6	Savoirs	Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques	Reconnaître des indicateurs économiques de la qualité de vie (RAS 9.2.5)
41	D	53,4	Compétences et processus	Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques	Examiner une carte présentée dans une source et un graphique présenté dans une autre source pour déterminer ce qui est révélé sur le revenu par famille et le revenu individuel en Alberta (RAS 9.C.1)
42	B	67,3	Compétences et processus	Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques	Tirer une conclusion sur la question à laquelle l'information présentée dans trois sources permettrait le mieux de répondre (RAS 9.C.4)
43	A	85,0	Savoirs	Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques	Savoir comment les services de santé sont financés publiquement dans une économie mixte (RAS 9.2.5)

Question	Clé	Diff. %	Catégorie de notation	Élément du programme évalué	Description de la question
44	D	76,9	Savoirs	Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques	Reconnaître une caractéristique d'une économie de marché (RAS 9.2.5)
45	D	57,7	Compétences et processus	Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques	Reconnaître l'information présentée dans une source qui appuie le plus directement les arguments d'un interlocuteur présentés dans une autre source (RAS 9.C.1)
46	A	69,7	Compétences et processus	Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques	Résumer de l'information pour déterminer la problématique reliée le plus directement à l'information présentée dans trois sources (RAS 9.C.4)
47	D	84,2	Savoirs	Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques	Savoir comment la prestation des services sociaux repose sur les impôts payés par les individus (RAS 9.2.6)
48	A	64,4	Compétences et processus	Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques	Interpréter les détails d'une caricature pour déterminer le point de vue d'un personnage (RAS 9.C.1)
49	B	57,0	Compétences et processus	Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques	Analyser une manchette de journal pour reconnaître une cause de la situation présentée (RAS 9.C.1)
50	C	57,6	Compétences et processus	Le consumérisme, la qualité de la vie et la prise de décisions politiques	Résumer des idées pour reconnaître la question à laquelle l'information présentée dans trois sources permettrait le mieux de répondre (RAS 9.C.4)